

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**UNITÉ
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2409 - 3 octobre 2014 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

Moyen-Orient

Aucun soutien

à la nouvelle guerre

d'Obama et Hollande

Sécurité sociale:

p.5

Assez des économies sur la santé!

SOMMAIRE

Leur société

- p. 4 ■ Barbarie et gouvernements
■ Election au Sénat
■ Mélenchon et la VI^e République
- p. 5 ■ La Sécu : encore des économies sur la santé
■ Chômage : des chiffres en baisse qui cachent la réalité
- p. 6 ■ HLM
■ Amiante dans les HLM
■ Gaz : Suez veut augmenter quand il veut
■ Travailleurs saisonniers : esclavage moderne
- p. 7 ■ Les retraités dans la rue
■ La crèche de Baby-Loup menacée de fermeture
■ Les professions libérales dans la rue
- p. 10 ■ Suppression de taxes pour les patrons
■ Les rentiers de l'autoroute
■ Enseignement
■ Sarkozy : à droite toute
■ Le Pen fera comme les autres

Dans le monde

- p. 8-9 ■ Brésil : les élections du 5 octobre
■ Argentine : manifestations pour dénoncer un crime impuni
■ Mexique : massacre d'étudiants par la police
■ Espagne : la réforme de l'IVG enterrée
■ Ebola : de l'argent pour tuer, pas pour soigner
- p. 16 ■ Moyen-Orient : une nouvelle guerre impérialiste
■ Grande-Bretagne : Cameron dans les traces de Blair

Dans les entreprises

- p. 11 ■ GAD Josselin
■ Employés municipaux de Grenoble
■ Foyer de jeunes travailleurs Paris 20^e
■ Clermont-Ferrand : La Poste
- p. 12 ■ TyssenKrupp - Angers
■ CAF - Gironde
■ Altadis - Carquefou
- p. 13 ■ Air France
■ Continental
- p. 14 ■ Airbus - Les Mureaux
■ Renault - Flins
■ SRD Dunkerque
■ Hôtels Park Hyatt - Paris
- p. 15 ■ Amiante
■ Monachem - Monaco

Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

Orléans

Samedi 4 octobre

à partir de 14 h 30

**Salle des Bicharderies,
ZA des Bicharderies**

à Fleury-les-Aubray

Tours

Samedi 4 octobre

à partir de 14 h 30

**Salle des fêtes de
Saint-Pierre-des-Corps**

Lille

Samedi 4 octobre

à partir de 15 h

**Espace Concorde - Cousinerie,
rue Carpeaux à Villeneuve-d'Ascq**

à 19 h, allocution de Jean-Pierre MERCIER

Besançon

Samedi 11 octobre à partir de 16 h

Centre culturel de Serre-les-Sapins

Grenoble

Samedi 18 octobre à partir de 15 h

**Salle des fêtes - 21, avenue du
8-mai-1945 à Échirolles**



Strasbourg

Samedi 25 octobre à partir de 16 h

**Foyer Saint-Ignace - 15, chemin du Kammerhof
à Strasbourg-Neudorf**

Angoulême

Samedi 25 octobre à partir de 18 heures

**Logis du Chantoiseau - place Chantoiseau
Saint-Michel - Angoulême**

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante :

**LUTTE OUVRIÈRE BP 233
75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos - Presse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Dépôt légal octobre 2014.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

**Lutte Ouvrière
l'hebdomadaire**

www.lutte-ouvriere-journal.org

**Lutte Ouvrière multimédia
(télé, radio, CLT)**

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

**Lutte Ouvrière
audio**

(version parlée de nos textes)

www.lutte-ouvriere-audio.org

**La lettre d'information
hebdomadaire par e-mail**

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €
USA, Canada	35 €	70 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Pas d'union sacrée !

À bas la nouvelle guerre au Moyen-Orient !

L'ignoble assassinat d'Hervé Gourdel en Algérie par des « djihadistes » a donné à Hollande une occasion de justifier la participation de la France à la nouvelle guerre démarrée par les États-Unis au Moyen-Orient. Depuis, les va-t-en-guerre de gauche comme de droite se servent de l'émotion suscitée et attisent les peurs pour nous exhorter à l'union nationale.

Cet appel à l'unité nationale est doublement mensonger. Ils nous parlent d'unité nationale, mais ils commencent par mettre les musulmans à part en les priant de se désolidariser publiquement de ces bandes barbares. Comme si les musulmans avaient quelque chose à voir avec ces bandes d'assassins et n'étaient pas horripilés, comme tout le monde !

C'est un mensonge encore, parce que cette « union sacrée » ne consiste pas à « défendre » notre sécurité, mais à bombarder toute une région et à la plonger dans le chaos et la mort.

Oui, ces atrocités sont insupportables. Oui, ceux qui se nomment « État islamique » et qui martyrisent les minorités chrétiennes, les Yezidis, les chiites, les Kurdes, comme tous ceux qui ne veulent pas obéir à leurs lois, sont des barbares. Mais cette barbarie est le produit de la domination impérialiste et de ses guerres.

Les pays riches ont pris pied au Moyen-Orient pour son pétrole. Ils y ont façonné des États, renversé des régimes, noué des alliances avec des dictatures moyenâgeuses, pour pouvoir piller l'or noir dont regorge la région, et accessoirement pour vendre des armes aux potentats alliés. Des armes que ces régimes féroces utilisent ensuite contre leurs propres peuples et contre l'État voisin.

Et lorsque dresser les États les uns contre les autres ne leur suffit pas pour imposer leur mainmise, les puissances impérialistes suscitent des bandes sans foi ni loi qu'elles arment et financent tant qu'elles leur sont utiles.

Les grandes puissances impérialistes désignent aujourd'hui l'État islamique, al-Qaida ou le Hamas comme leurs pires ennemis, mais tous ces groupes sont nés directement ou indirectement de leurs manigances. Le Hamas, à sa naissance, a été sponsorisé par les États-Unis et Israël pour faire pièce au Fatah. Al-Qaida devait être le cheval de Troie de l'Occident en Afghanistan pour contrecarrer les Russes.

Ce qu'ils appellent la guerre contre le terrorisme est

le énième épisode de la guerre conduite par une minorité de grands groupes capitalistes et leurs actionnaires ultrariches pour dominer le monde. Et qu'elle puisse être menée avec la collaboration des dictatures comme l'Arabie saoudite, où le bourreau décapite les condamnés à mort au sabre, montre que la barbarie ne se trouve pas seulement dans le camp dit « terroriste ».

Non, cette guerre n'est pas la nôtre !

Le piège serait de croire qu'il y a à choisir entre deux camps, celui des terroristes et celui des dirigeants impérialistes, alors qu'ils représentent les deux bouts d'un même bâton et qu'ils oppriment aussi féroce-ment leurs peuples les uns que les autres.

L'intérêt des travailleurs est d'affirmer leur opposition viscérale aux terroristes, qui visent à imposer leur dictature à leurs propres peuples. Mais au-delà, et plus que tout, ils doivent affirmer leur opposition absolue à l'impérialisme lui-même, c'est-à-dire à nos dirigeants, qui ne se limitent pas à nous exploiter ici mais qui pillent et sèment des guerres infâmes aux quatre coins du monde.

Il en va de l'intérêt des travailleurs d'ici et de celui des pays opprimés.

C'est dans les grandes métropoles occidentales que réside le pouvoir des grands groupes capitalistes qui mettent la planète à feu et à sang. C'est à nous, ici, de les combattre.

Les peuples victimes de l'impérialisme doivent savoir que nous ne marchons pas dans les manœuvres de nos dirigeants et que nous sommes leurs alliés.

Lever le drapeau du mouvement ouvrier, le drapeau de la solidarité entre exploités et opprimés du monde entier, est la seule façon de prendre le contrepied de la montée de la barbarie que suscite la domination impérialiste sur le monde.

C'est la seule façon de s'opposer au chauvinisme, au racisme, à la xénophobie et à l'intégrisme qui rendent encore plus invivable la vie des populations déjà frappées par la crise.

Lever le drapeau de la révolution, c'est aussi la seule façon de redonner une perspective à la fraction de la jeunesse désespérée et dont l'idéal est d'en revenir à un passé barbare.

Cela dépend de la conscience des travailleurs et de leur capacité à mettre en avant leur propre politique.

• Sous le prétexte de l'emploi

Le Medef à l'offensive

Le Medef a sorti son programme: « 1 million d'emplois... C'est possible ». Ce sont des dizaines de pages de recettes toutes mitonnées à la sauce de l'augmentation de l'exploitation.

Le Medef propose une « modernisation du dialogue social » et notamment de « revoir les seuils sociaux », c'est-à-dire d'en finir avec la législation du travail qui impose l'élection de délégués du personnel à partir de 11 salariés et d'un comité

d'entreprise à partir de 50.

Le syndicat patronal en appelle également à « travailler sur un salaire transitoire d'accès à l'emploi », soit, en clair, à autoriser un salaire inférieur au smic. Il faudrait aussi, dit-il, « supprimer un ou deux jours fériés

à terme » et, dans un premier temps, « éviter les phénomènes de ponts ». Comme attendu, il est aussi question de permettre, dans le tourisme, le commerce, la distribution, « l'ouverture le soir et le dimanche ». De même, il est proposé de créer un « contrat de projet ». Ce contrat de travail, à l'identique de ce qui se passe déjà dans le secteur du bâtiment et des travaux publics,

fonctionnerait comme un CDI, un contrat à durée indéterminée, mais dont la durée s'arrêterait une fois la commande ou le projet réalisé.

Toutes les propositions du Medef se résument donc à en finir avec le droit du travail, la durée légale du travail, le salaire minimum, ce qui reste de la protection sociale, sans compter l'exigence du recul de l'âge

légal de départ en retraite ainsi que de la baisse des salaires et des coûts de l'énergie et de la fiscalité!

Tout cela se présente sous le prétexte de créer des emplois dont on n'est pas près de voir la couleur. Mais c'est une véritable guerre que le patronat a décidé de mener contre la classe ouvrière.

Sophie GARGAN

L'indignation face à la barbarie et son utilisation par les gouvernants

L'assassinat ignoble d'Hervé Gourdel par des terroristes islamistes en Algérie, survenu après d'autres décapitations en Irak, et les multiples exactions des milices du groupe État islamique contre la population soulèvent l'horreur et l'indignation. C'est évidemment un des buts poursuivis par les « djihadistes » responsables de ces assassinats atroces. En retour, cette indignation est aussi utilisée par les gouvernements occidentaux pour justifier leur politique guerrière, en faisant oublier au passage qu'ils portent la principale responsabilité dans cette situation.

Un des résultats est aussi malheureusement que bien des travailleurs, du fait de leur origine maghrébine, arabe ou africaine, se sentent eux-mêmes stigmatisés, considérés comme liés de près ou de loin à ces actes barbares et à ceux du groupe EI en Irak. Un certain nombre d'entre eux ont donc voulu manifester pour dénoncer ces crimes barbares et le fait

qu'ils puissent être commis au nom de leur propre religion, affichant par exemple « *not in my name* » (pas en mon nom).

On comprend bien sûr ces réactions. Mais il n'y a pas à accrédi-ter l'idée scandaleuse que les musulmans, parce qu'ils sont musulmans, auraient à se justifier et à se démarquer spécifiquement des terroristes islamistes et

de leurs actes.

Un journal comme *Le Figaro* a pourtant entonné le refrain. Le 25 septembre, il lançait dans ses colonnes un sondage demandant : « *Assassinat d'Hervé Gourdel. Estimez-vous suffisante la condamnation des musulmans de France ?* », avant de devoir le retirer de son site devant les réactions scandalisées.

Le journal *Le Monde*, lui, se défend de reprendre ce genre d'idées. Pourtant, après la manifestation du 25 septembre devant la grande mosquée de Paris, on pouvait y lire ce commentaire : « *Depuis la décapitation d'Hervé Gourdel par le groupe algérien Jund Al-Khalifa, les musulmans de France ont apporté la réponse*

la plus nette à tous ceux qui voudraient faire l'amalgame entre l'islam et la violence sanguinaire des djihadistes. » Là aussi, c'est considérer que les musulmans en tant que tels étaient tenus de se justifier. Doit-on demander à tout membre d'une communauté, ou supposé telle, de se justifier chaque fois qu'un de ses membres commet un crime ?

Tout cela en fait n'est pas neutre, mais intervient dans un climat où le communautarisme est brandi de toute part, tendant de plus en plus à considérer les individus en fonction de leur appartenance réelle ou supposée à telle ou telle religion ou communauté. Les dirigeants politiques ne sont pas en reste pour exploiter ces réactions, à commencer par

les gouvernements, comme le gouvernement français qui veut s'appuyer sur le sentiment que la population française se sentirait menacée, justement parce que française, et créer ainsi un réflexe d'union sacrée autour de lui.

C'est aussi la meilleure manière pour lui de faire oublier que ce qui se produit au Moyen-Orient ou en Algérie n'est nullement le résultat d'un fanatisme religieux sorti de cerveaux malades. C'est le résultat d'une politique impérialiste qui a cherché systématiquement à diviser, à dresser les peuples les uns contre les autres, une politique dont ce qui se passe en France n'est encore qu'un reflet. Et c'est d'abord contre cette politique qu'il faut se dresser.

Marion AJAR

• Sénat

Une élection qui change la vie... des sénateurs

Les élections au Sénat ont eu lieu dimanche 28 septembre. La moitié des sièges des sénateurs était soumise au vote des « grands électeurs » : les députés, les sénateurs eux-mêmes, les conseillers régionaux, les conseillers généraux et des délégués représentant les conseils municipaux.

Ne serait-ce qu'à cause de ce mode de scrutin, indirect et avec renouvellement partiel tous les trois ans, ces élections sont faites pour se dérouler bien loin de la population. Et elles sont donc, encore plus que pour les autres élections, l'occasion de marchandages et de tractations entre différents partis, voire entre différentes cliques politiciennes.

Cette caricature de parlement, qui fut mise en place par Napoléon III en 1851 comme cache-sexe de son pouvoir autoritaire, a su traverser sans problème les constitutions et les républiques. Aujourd'hui, elle est surtout un hospice pour vieux politiciens ayant bien servi leur parti et la bourgeoisie, ou un lot de consolation pour politiciens mis sur la touche. En tout cas, c'est une sinécure grassement rétribuée.

La première nouvelle de



ces élections est qu'après avoir été pendant trois ans à gauche pour la première fois de son histoire, le Sénat est repassé à droite. Cette alternance ne fera guère de différence pour l'immense majorité de la population en général, et pour les travailleurs en particulier. Que le Sénat ait eu une majorité de droite ou de gauche, les gouvernements de ces dernières années ont mené des politiques au service du patronat, tellement similaires que la couleur du Sénat n'a pas semblé plus importante que la marque des matraques des CRS.

La deuxième nouvelle est

que le Front national obtient deux sénateurs, en ayant récupéré des électeurs au-delà des ses propres conseillers municipaux. Entre la droite et l'extrême droite, il n'y a évidemment pas l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarette et, le vent soufflant de la droite vers l'extrême droite, les passages de l'une à l'autre sont de plus en plus fréquents.

Quant à la défense des intérêts des exploités, ce n'est pas une préoccupation qui peut effleurer cette vénérable assemblée. Surtout, n'allez pas la déranger.

Pierre ROYAN

• Mélenchon et la VI^e république

Changer les institutions ou la société ?

Cinquante artistes, économi-stes, journalistes, ont lancé un appel au « mouvement » pour la VI^e République initié par Mélenchon, qui voudrait ainsi « fédérer le peuple ». Il ne semble pas que le Parti communiste soit pour l'instant partie prenante de cette initiative, même si, selon Mélenchon, « *cela ne remplace pas le Front de gauche, cela l'inclut* ».

Comprenez qui pourra. Mais, au-delà des désaccords plus ou moins exprimés entre le Parti de gauche et le PC, ce qui frappe dans cette initiative de Mélenchon est une tentative de faire diversion, en incitant les travailleurs à mettre leurs espoirs dans un changement des institutions.

Ce n'est pas nouveau mais, au moment où la seule vraie perspective pour les travailleurs serait de mener leur lutte de classe pour la défense de leurs intérêts et de lever le drapeau de la révolution sociale, on a cette pitoyable tentative de détourner d'éventuels combats des travailleurs vers un changement des institutions bourgeoises.

Or, justement, la bourgeoisie se moque bien de la

façade de ses institutions, du moment qu'elles imposent sa loi. En quoi en effet le changement de numéro de la république pourrait empêcher les grandes fortunes, les capitalistes, d'imposer leur loi sur la société ? En quoi empêcherait-il les plans de licenciements des grandes entreprises et le développement du chômage ? En effet, si les grandes familles bourgeoises font ce qu'elles veulent, cela ne repose pas sur la Constitution mais sur la propriété de leurs capitaux. Qu'est ce qui empêcherait un Gattaz – patron du Medef – de réclamer la baisse du smic ou la fin des 35 heures, parce que la république changerait de numéro et le Parlement de mode d'élection ?

Malgré ses discours tonitruants, Mélenchon est un réformiste, à une époque où toute réforme est un leurre et où la seule voie qui s'impose pour les travailleurs est celle de la lutte révolutionnaire pour en finir avec cette société de chômage, de misère et de guerres. Et on ne peut remplacer cette nécessité par un tour de passe-passe institutionnel.

Catherine OLIVIER

• Budget de la Sécurité sociale

Encore des économies sur la santé

Dans son projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2015, afin d'éponger en partie le prétendu déficit, le gouvernement en appelle, comme à chaque fois, aux efforts des assurés sociaux.

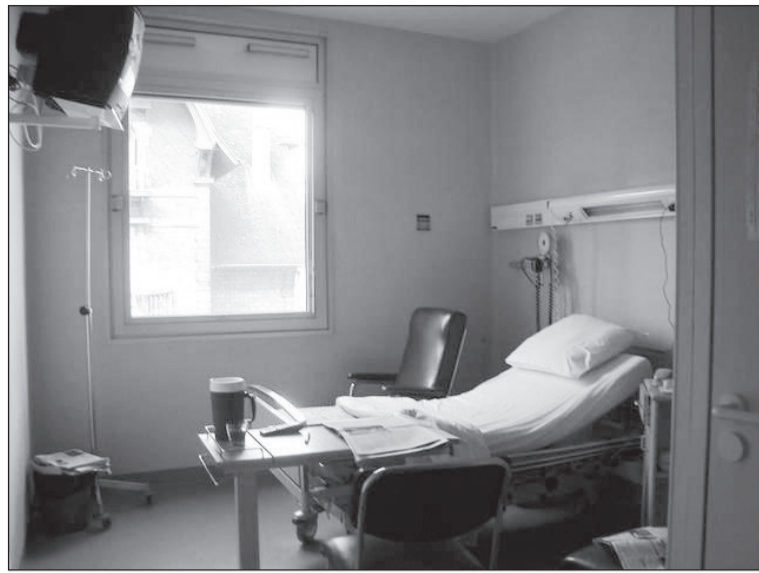
L'hôpital est dans le collimateur. Il lui faudra réaliser 520 millions d'économies sur les achats. 100 autres millions devront être économisés sur les interventions chirurgicales en privilégiant la chirurgie ambulatoire, celle où on quitte l'hôpital le jour de l'intervention.

Et 110 millions supplémentaires devront être trouvés en agissant sur les « inadéquations hospitalières », les malades dont les soins ne relèveraient pas de l'hôpital, sans qu'on sache comment ils pourront être soignés. Les prescriptions de médicaments et d'exams, tant en ville qu'à l'hôpital, devront être moins nombreuses puisque 1,15 milliard d'économies devrait en découler. Un autre milliard devrait être récupéré sur le prix de vente des médicaments et en favorisant les génériques. Au total,

3 milliards d'économies sont donc prévus sur le budget de l'Assurance-maladie.

Concernant la branche famille, 700 millions devront être rabotés sur les dépenses, à coups d'économies sur les primes à la naissance et les aides à la garde d'enfant et sur le congé parental, réduit de trois ans pour un parent à un an et demi pour chacun des deux parents... tout en sachant que 90% des hommes ne le prendront pas. L'hypocrisie est reine.

Enfin, 460 000 retraités qui bénéficiaient d'un taux réduit



de CSG à 3,8% verront ce taux passer à 6,6%. En revanche, dans ce projet de budget de la Sécurité sociale, on ne trouve

rien qui viserait à faire payer le patronat, ne serait-ce qu'à faire payer ce qu'il doit.

Sophie GARGAN

11 milliards manquent, les patrons fraudent pour 20 milliards

Comme chaque année, à l'occasion des discussions parlementaires sur la Sécurité sociale où le gouvernement annonce ses nouvelles mesures d'économies, le « déficit » est le mot magique qui permet de justifier tous les mauvais coups.

En 2014, ce déficit serait proche de 11,7 milliards d'euros, contre 12,5 milliards en 2013. Il diminue, mais pas assez vite aux yeux du gouvernement, de l'opposition, et de la Cour des comptes, volontiers d'accord là-dessus. L'équilibre

avait été promis pour 2017, mais personne n'y croyait. Désormais, la ministre Marisol Touraine ne l'envisage pas avant 2018-2019. Pour ce faire, elle compte mettre en œuvre « la maîtrise des dépenses », formule honteuse pour ne pas parler de

restrictions dans les remboursements de soins, de blocage des retraites, de diminution des prestations familiales, de coupes dans les hôpitaux, etc.

Ces restrictions, qui vont permettre d'économiser plusieurs centaines de millions d'euros, sont d'autant plus scandaleuses que la même Cour des comptes chiffre à près de 20 milliards le montant estimé des fraudes patronales à la Sécurité sociale en 2012, soit 5% du total des cotisations sociales, fraude qui aurait doublé depuis 2007. Sans compter les 4 à 5 milliards soustraits aux retraites complémentaires obligatoires et à l'assurance chômage

Dans le rapport de la Cour des comptes, le travail dissimulé, le « travail au noir », est évidemment pointé dans tous les secteurs, en particulier dans ceux de la construction et du

commerce. Mais il est fait également mention de bien d'autres astuces qui permettent aux patrons, en particulier aux plus gros, d'échapper à l'Urssaf: la sous-traitance en cascade, avec au bout une entreprise en faillite ou qui n'existe pas vraiment, les entreprises aux faux statuts, celles qui salarient des travailleurs détachés employés de manière illégale, la fraude « transnationale » qui monte depuis le développement du marché européen, l'appel à des travailleurs détachés à l'étranger, ou de l'étranger. Il est fait également mention des patrons qui obligent certains de leurs salariés à se déclarer « travailleur indépendant » pour échapper au paiement des cotisations sociales, etc.

On connaît les coupables, ils ont les moyens de payer, mais les gouvernements n'ont jamais

rien fait de sérieux pour tenter de recouvrer les sommes dues. La preuve, c'est le nombre dérisoire d'inspecteurs et contrôleurs de l'Urssaf chargés de détecter ces fraudes: ils sont en diminution constante. Le résultat comptable est en proportion: 1,5% seulement de la fraude liée au travail dissimulé est récupéré.

Pourtant les chiffres sont éloquentes: si un gouvernement voulait vraiment s'en donner les moyens, le recouvrement de ces sommes permettrait de combler deux fois le déficit annuel et cela serait bien plus rentable que l'ensemble des mesures prises contre les salariés, les retraités et les mères de famille.

Mais épargner les plus riches pour s'attaquer aux plus faibles, ce n'est pas seulement une facilité. C'est un choix.

Bertrand GORDES



• Chômage

Des chiffres en baisse qui cachent mal la réalité

Pôle emploi a publié le 25 septembre des chiffres mensuels du chômage en baisse pour août 2014. Il y aurait eu dans le pays 11 100 chômeurs de moins de catégorie A, ceux qui n'ont pas du tout travaillé dans le mois. Le nombre total de chômeurs serait donc en baisse de 0,3%, avec 3 413 000 chômeurs.

Quant à l'ensemble des catégories A, B et C, dans lesquelles Pôle emploi regroupe aussi des chômeurs ayant travaillé un peu, il compterait 5 800 chômeurs en moins, une baisse ridicule car au total ils sont 5 083 800 à ne pas pouvoir vivre de leur travail. Et

ces chiffres ne font pas oublier que, dans le même temps, Pôle emploi a radié 227 000 inscrits de ses listes sous prétexte de « défaut d'actualisation ». Ce chiffre est en hausse de 28 000 par rapport à celui de juillet 2014.

Personne, pas même le ministre du Travail François Rebsamen, ne crie victoire à l'annonce de ces chiffres, celui-ci déclarant que « les chiffres mensuels ne peuvent s'interpréter que dans la durée ». Et dans la durée, justement, le chômage n'est pas à la baisse mais il continue à exploser, avec 500 000 chômeurs de plus depuis l'arrivée de Hollande à l'Élysée. Celui-ci d'ailleurs a

reconnu dans sa conférence de presse que les résultats « tardaient à venir » et, méthode Coué présidentielle oblige, il a dit avoir l'espoir que cela changera « avant 2017 ».

Le principal objectif de sa

politique n'est pas, quoi qu'il en dise, de « lutter contre le chômage » mais de maintenir les profits du patronat sous prétexte de compétitivité. Pour stopper l'augmentation du chômage, il faut commencer

par interdire les licenciements et imposer au patronat le partage du travail entre tous, sans diminution de salaire. Ce n'est pas ce gouvernement qui le fera!

Cédric DUVAL

Les sinistres prévisions de l'Unedic

L'Unedic, l'organisme qui gère l'assurance chômage, a rendu publiques lundi 29 septembre ses prévisions pour la fin de l'année 2014 et l'année 2015. D'ici à fin décembre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi augmenterait selon lui de 44 000. En 2015, il augmenterait de 96 000. Cela ferait donc 140 000 chômeurs de plus d'ici

à un peu plus d'un an.

Ces chiffres rendent bien plus compte de ce qui attend les travailleurs que les bavardages gouvernementaux sur « l'inversion de la courbe » du chômage et la propagande patronale sur « le million d'emplois » que le Medef fait miroiter pour masquer ses prochaines attaques.

Mais lutter contre le chômage n'est pas s'en remettre aux prévisionnistes. C'est avant tout histoire de lutte de classe: entre la classe ouvrière et la classe capitaliste, pour empêcher les usines de fermer, empêcher les licenciements et imposer le partage du travail sans baisse de salaire.

P.R.

• HLM

La hotte du gouvernement est vide La coupe est pleine pour les locataires

« Nous voulons démontrer que le logement social n'est pas une charge pour l'État », a déclaré Jean-Louis Dumont, député PS qui est à la tête de l'Union sociale pour l'habitat (USH) qui fédère les organismes HLM, dont le congrès vient de se tenir. Il a été entendu cinq sur cinq par les ministres qui se sont succédé à la tribune !

Alors que l'argent coule à flots dans le nouveau « plan pour le logement » présenté par le gouvernement au mois d'août pour rassurer les investisseurs privés, la hotte de Valls était vide lorsqu'il est venu à Lyon, le 25 septembre, rencontrer les administrateurs d'organismes HLM.

Valls était venu signer « l'agenda HLM 2015-2018 », qui prévoit, sur trois ans, une enveloppe de 750 millions d'euros destinés à rénover des logements ainsi que 300 millions pour agir à la baisse sur les loyers de 15 000 logements qui devraient être construits.

Valls a laissé entendre que cette enveloppe pourrait être augmentée, mais que de toute façon son financement repose sur les organismes d'HLM eux-mêmes, autrement dit essentiellement sur les loyers et les charges payés par les locataires de HLM. « La situation financière de la plupart des organismes que vous représentez est bonne, elle s'est améliorée, elle est même excellente », a-t-il déclaré. Quant à celle des locataires qui payent les loyers et les charges, il faut croire que pour le gouvernement ce n'est pas un problème.



Les HLM hébergent des locataires de plus en plus pauvres et les aides personnalisées au logement (APL) compensent de moins en moins des loyers de plus en plus élevés. Le rapport fait par les HLM pour leur congrès est édifiant à cet égard. Mais si Valls a fait des propositions, c'est pour s'en prendre aux travailleurs qui sont un peu moins mal payés que les autres : les HLM pourraient

augmenter encore leurs surloyers, à moins qu'ils préfèrent carrément les expulser pour les envoyer chercher un logement plus cher dans le privé.

En guise d'idées nouvelles, Valls puise dans celles de Christine Boutin quand elle était ministre de Sarkozy. Elles conduisent à accentuer la tendance d'une partie des HLM à devenir des îlots pour pauvres. **Jean SANDAY**

• Amiante dans les HLM

Le gouvernement se décharge sur les habitants

Le gouvernement annonce un plan de désamiantage des HLM... payé en définitive par les locataires.

Dans les HLM, la découverte de la présence d'amiante a entraîné l'abandon d'une opération de travaux de rénovation prévue sur quatre, en raison des surcoûts qu'auraient imposés le désamiantage et la nécessité de reloger les habitants temporairement. C'est ce que conclut une étude de la fédération des HLM menée pendant l'hiver 2012-2013. Au total, le coût du

désamiantage pourrait s'élever à 2,4 milliards d'euros. Bien que le problème soit connu depuis plusieurs années, aucune loi sur le logement ne l'a pris en compte, la loi Duflot pas davantage que celles adoptées sous Sarkozy.

Lors du congrès des HLM, Sylvia Pinel, qui a succédé à Cécile Duflot comme ministre du Logement, a annoncé le déblocage de fonds dont la particularité est que l'État n'y met pas un sou ! La seule possibilité ouverte aux organismes d'HLM sera d'emprunter auprès de la Caisse des dépôts

et consignations. Ce financement pourrait permettre de débarrasser au maximum 40 000 logements par an des fibres d'amiante, sur 3 millions de logements sociaux qui en sont potentiellement gangrenés. Le prêt est au maximum de 10 000 euros par appartement, alors que les travaux, confiés au secteur privé, coûtent en général davantage. Le prix moyen pour enlever un revêtement de sol amianté dans un appartement se situe, selon la superficie, entre 20 000 et 25 000 euros.

Autrement dit, le gou-

vernement fera prendre un risque mortel aux habitants des HLM si les organismes renoncent au désamiantage. Ou bien, si les travaux s'effectuent quand même, ce sera à eux de payer la facture, soit directement dans le montant des charges, soit par une augmentation des loyers quand il s'agira de rembourser les emprunts auprès de la Caisse des dépôts. Car, même si le taux d'intérêt est faible, 0,5 % par an sur quinze ans, il faudra quand même rembourser !

J. S.

• Prix du gaz

GDF Suez veut pouvoir augmenter quand il veut

Le prix du gaz a augmenté de 3,9 % le 1^{er} octobre. Une seconde augmentation de 2,4 % est envisagée pour début novembre. Cela ferait en tout environ 6,3 % de hausse. Le prix du gaz ayant baissé de l'ordre de 7 % depuis quelques mois, la hausse d'octobre-novembre annulerait donc la baisse précédente... laquelle avait succédé à une série de hausses très importantes les années d'avant.

La France ne produisant quasiment pas de gaz naturel, elle doit l'acheter à l'étranger, à la Norvège d'abord, puis aux

Pays-Bas, puis à la Russie et à l'Algérie, et à quelques fournisseurs mineurs pour finir. Il s'agit essentiellement de contrats à long terme indexés sur le cours du pétrole. Mais justement, depuis le mois de juin, le cours international du pétrole n'a cessé de baisser. Alors pourquoi le gaz devrait-il augmenter ?

Il est vrai qu'une partie assez importante du gaz est achetée en dehors de ces contrats, sur le marché libre (spot) dont les tarifs fluctuent tous les jours. Le gouvernement a modifié à deux reprises le mode de calcul en y changeant l'incidence des prix du gaz venant du marché libre et des prix correspondant aux

contrats à long terme. Mais justement, depuis le mois d'avril, le cours du marché spot est lui aussi orienté à la baisse. Alors, si le prix du pétrole et le prix du gaz sur le marché spot sont tous deux en baisse, qu'est-ce qui peut justifier la hausse ?

La CRE (Commission de régulation de l'énergie) qui a donné son feu vert pour cette hausse la justifie en disant qu'on entre dans « la saison de surchauffe », c'est-à-dire l'hiver, et qu'il y a des « risques potentiels liés à la crise ukrainienne ». Autrement dit, ce serait l'existence d'un « risque potentiel » qui justifierait d'augmenter les tarifs !

Dans toute cette affaire, le

public ignore à quels prix GDF Suez et quelques autres fournisseurs minoritaires achètent le gaz qu'ils revendent ensuite aux usagers. Non seulement GDF Suez est opaque, mais la CRE ajoute une couche d'opacité supplémentaire. Il serait pourtant élémentaire que la transparence soit faite sur les prix du gaz.

GDF Suez et la CRE préfèrent protéger le secret commercial pour protéger leur liberté de manipuler les prix. Pour les usagers, il n'y a pas de mystère... sur le fait qu'ils devront payer.

André VICTOR

• Travailleurs saisonniers

Esclavage moderne

Une enquête a été ouverte en Champagne à Fleury-la-Rivière pour « traite d'êtres humains et travail dissimulé », après que la police a découvert 240 Polonais logés à douze dans des chambres prévues pour quatre, dans des conditions innommables. 750 kilos de vivres avariés, destinés à ces travailleurs, ont été également jetés.

Ces saisonniers étaient des travailleurs déplacés, employés par une entreprise polonaise qui les louait aux vigneron locaux.

Officiellement, ils sont payés au salaire minimum légal. Les exploitants claironnent qu'ils n'étaient pas au courant de la manière dont ils étaient traités. Cela reste à voir.

Les exemples d'une telle exploitation ne sont pas rares, entre autres chez les exploitants fruitiers qui emploient comme saisonniers 80 % de main-d'œuvre étrangère. En Avignon, c'est la société espagnole Terra Fecundis qui défraie la chronique. Elle recrute principalement des travailleurs équatoriens pour le compte des producteurs de fruits. C'est une main-d'œuvre flexible, corvéable à merci. Les agriculteurs choisissent de recourir à ces sociétés parce que, entre autres avantages, elles peuvent se débarrasser du jour au lendemain d'un salarié, qui est tout de suite remplacé.

Il est vrai que les pratiques de ces sociétés rebutent certains agriculteurs. Ainsi, l'un d'entre eux a témoigné dans le quotidien *Le Parisien* : « Entendre dire qu'ils sont exploités, que le transport, le logement et la nourriture sont retenus sur leur salaire nous a gênés, alors on a arrêté. » Mais bien d'autres, en Champagne ou ailleurs, continuent de fermer les yeux sur ces conditions de travail abominables.

D'autant que cela permet d'engranger des profits qui n'ont pas d'odeur.

Aline URBAIN

• Pour défendre leur pouvoir d'achat

Les retraités dans la rue

Les retraités ont manifesté le mardi 30 septembre dans tout le pays pour défendre leur pouvoir d'achat. À partir d'avril 2014 et jusqu'en octobre 2015, le gouvernement a décidé de geler les retraites, alors qu'elles sont habituellement revalorisées chaque année en fonction de l'inflation.

Or, celle-ci n'étant, selon les indices officiels, que de 0,5 %, le gouvernement ne les revalorisera pas. Les retraites complémentaires, elles, seront revalorisées d'un point de moins que l'inflation de 2014 à 2016, ce qui revient aussi à les geler avec la même argutie de l'inflation

quasi-nulle.

Le gouvernement annonce aussi des mesures fiscales qui vont diminuer d'autant le pouvoir d'achat des retraités. Le président de la Confédération des retraités évalue à près d'un mois de pension la diminution de revenus liée à ces mesures.

Le supplément de pension de 10 % pour les personnes ayant élevé trois enfants sera fiscalisé. La demi-part fiscale attribuée aux 3,6 millions de veuves et veufs ayant élevé deux enfants est supprimée. Les petites retraites pourraient ainsi devenir imposables à l'impôt sur le revenu et être assujetties à la CSG, à la CRDS, à la taxe d'habitation et à la redevance audiovisuelle. Les retraités pourraient aussi perdre des allocations logement.

Devant les protestations des

retraités, qui avaient déjà manifesté avant l'été, le gouvernement a fait mine de faire un geste pour les petites retraites de moins de 1 200 euros, ce qui est le cas de la moitié d'entre elles. Il a augmenté le minimum vieillesse de... 8 euros, pour le porter à 800 euros par mois, ce qui reste encore en dessous du seuil de pauvreté de 993 euros. Et Valls a annoncé une prime exceptionnelle de 40 euros, dérisoire car elle ne sera versée qu'une fois!

Toutes ces mesures

s'ajoutent à celles qui touchent toute la population, augmentation de la TVA, économies pour trouver les milliards versés au patronat dans le cadre du pacte de responsabilité, etc.

Les retraités n'acceptent pas d'être rançonnés et manifestent pour défendre leur pouvoir d'achat. D'ici 2015, avec toutes ces mesures, près de trois milliards d'euros passeraient de leurs poches dans celles du patronat.

Cédric DUVAL

• Baisse des subventions publiques

La crèche Baby-Loup menacée de fermeture

Installée à Conflans-Sainte-Honorine depuis décembre 2013, la crèche Baby-Loup risque de fermer ses portes à cause d'une baisse drastique de la subvention de la ville. Le nouveau maire UMP a décidé de ne pas verser les 400 000 euros promis par son prédécesseur pour l'année 2014 et de réduire la subvention à seulement 90 000 euros. La directrice de la crèche estime qu'il est impossible d'assurer l'accueil des enfants dans ces conditions.

Cette crèche a été fondée en 1991 dans la ville voisine de Chanteloup-les-Vignes, particulièrement touchée par la pauvreté. Elle a dû déménager à Conflans, éloignée de 7 km, à cause des pressions qu'elle subissait de la part des intégristes,

suite au licenciement d'une salariée voilée. Unique en son genre, elle est ouverte 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Cela a été choisi pour permettre aux femmes seules de continuer à travailler tout en élevant leurs enfants, même si elles ont des

horaires atypiques. La crèche accueille aujourd'hui un tiers d'enfants issus de familles monoparentales et deux tiers issus de foyers financièrement fragiles.

Le maire de Conflans se justifie en expliquant que la nouvelle subvention a été calculée en se basant sur « la même règle de calcul que celle qui est appliquée dans les structures municipales », sous-entendant par là que la subvention précédente était excessive. Mais les horaires particuliers de la crèche Baby-Loup génèrent

des frais plus importants que ceux d'une structure classique. Elle assure un service public et devrait donc bénéficier à ce titre des subventions publiques nécessaires.

Le cas de la crèche Baby-Loup n'est pas isolé, loin de là. Dans bien des communes, diverses associations et structures faisant œuvre utile pour la collectivité ont vu leurs subventions diminuer, parfois très fortement. Le premier responsable de cette situation est le gouvernement, qui se désengage de sa mission de service public au fil

des années et laisse les municipalités faire face à de plus en plus de responsabilités avec de moins en moins de moyens.

Comme les autres, le maire de Conflans doit sans doute faire des choix budgétaires. Mais, en décidant de moins subventionner une crèche qui facilite la vie des femmes, de surcroît souvent pauvres, en précisant que « le combat pour la laïcité, ce n'est pas son problème », il a été guidé, à l'évidence, par des préoccupations politiciennes.

Valérie FONTAINE

Les professions libérales manifestent

Pharmaciens, médecins généralistes, dentistes, ophtalmologistes, huissiers, avocats étaient appelés à se mobiliser, mardi 30 septembre, par l'Union nationale des professions libérales (Unapl). Des manifestations ont eu lieu à Paris et dans plusieurs villes de province.

D'après l'Ordre des pharmaciens, plus de 87 % des pharmacies auraient baissé le rideau pour montrer leur opposition au projet gouvernemental, qui voudrait déréglementer toutes ces professions très organisées et encadrées en les ouvrant davantage à la concurrence et à des investisseurs privés extérieurs à ces secteurs.

À l'origine du mécontentement de toutes ces corporations se trouve un texte pompeusement intitulé « loi pour la croissance », présenté en juillet dernier par Arnaud Montebourg, alors ministre de l'Économie. Celui-ci avait convoqué la presse pour annoncer son intention de partir en guerre contre les « privilèges » et les « situations de monopole » pour, prétendait-il, « restituer l'équivalent de 6 milliards d'euros de pouvoir d'achat aux Français ».

Montebourg se livrait ainsi à une opération démagogique grossière. En effet, donner le droit à des supermarchés de vendre certains médicaments ne fera pas baisser beaucoup leur prix mais, comme le soulignent les pharmaciens interrogés ces jours-ci par la presse, cela accroîtra les risques sanitaires. Si l'objectif du gouvernement était vraiment de faire baisser les prix des médicaments, il y aurait une solution simple : obliger les laboratoires à baisser leurs prix. Mais cela, il ne l'envisage pas.

Montrer du doigt certaines catégories de la petite bourgeoisie est, de la part du gouvernement, un procédé classique. Il fait ainsi semblant de s'en prendre aux riches, tout en voulant faire oublier sa servilité à l'égard du grand patronat, auquel il multiplie les cadeaux qui se chiffrent en milliards

d'euros. La mobilisation contre le projet de loi gouvernemental est donc tout à fait légitime.

Devant le tollé suscité par ce projet de loi, le successeur de Montebourg au ministère de l'Économie, Macron, a semblé faire marche arrière en le

repoussant à 2015, alors qu'il devait initialement être discuté en octobre, et en déclarant qu'il se limiterait à de « petits déblocages ». Il est donc bien possible qu'en se mobilisant ces professions obtiennent que le gouvernement remballe ses projets.

C'est une leçon à retenir pour les travailleurs, auxquels le gouvernement s'attaque quotidiennement et avec bien plus de violence, et qui auraient bien plus de raisons encore de protester et de manifester.

Marc RÉMY



Le gouvernement s'en prend aux pharmaciens, pas aux trusts des médicaments.

• **Brésil : les élections du 5 octobre**

Trois rivaux pour un même programme

Dimanche 5 octobre, 143 millions d'électeurs brésiliens choisiront leur président et leur vice-président, les sénateurs et les députés qui siègeront à Brasília, les gouverneurs et les députés aux assemblées des 26 États de la fédération. La concurrence est sévère, entre une trentaine de partis représentés au Parlement, mais c'est la campagne présidentielle qui bien sûr focalise l'attention.

Au lieu de l'habituel duel droite-gauche, trois « grands » candidats s'affrontent, même si celui de la droite semble d'emblée éliminé, avec moins de 20 % des intentions de vote. L'affrontement se réduit en fait à deux candidates : Dilma Rousseff, présidente sortante, représentant la gauche traditionnelle, et Marina Silva, une écologiste-évangéliste qui veut incarner une « troisième voie ». L'essentiel, pour les travailleurs brésiliens, est que tous ces candidats ont à peu de chose près le même programme.

Entre Dilma Rousseff...

Dilma Rousseff vise sa réélection. Elle avait été choisie par Lula, fondateur du Parti des travailleurs (PT) et de la centrale syndicale CUT à la fin de la dictature militaire (1964-1984), président de 2003 à 2010 et qui ne pouvait briguer un troisième mandat. Dilma a bénéficié de la popularité de Lula, de la prospérité économique et de aides aux plus pauvres. Elle a poursuivi la politique de Lula, faite d'aides massives aux entreprises et de programmes d'assistance pas trop coûteux, comme le Bolsa familia, qui verse jusqu'à 70 euros aux familles les plus pauvres, ou la petite retraite versée à des travailleurs ruraux âgés.

Mais Dilma Rousseff a eu moins de chance que Lula. La période de prospérité économique semble se terminer, avec une croissance presque nulle cette année. Et elle a été confrontée l'an passé à des manifestations massives, en

particulier sur le problème des transports en commun, et cette année à la contestation et aux grèves qui ont précédé le Mondial de football. Sa popularité a chuté, et le candidat du PSDB (droite), Aécio Neves, pouvait croire à ses chances de l'emporter, en promettant le retour de la prospérité et le maintien des programmes sociaux. Il annonçait en fait la continuation de la même politique car, en fait de cadeaux aux patrons, d'exonérations d'impôts et de subventions, il est difficile de faire plus que l'actuel gouvernement.

... Et Marina Silva

Mais voilà qu'une outsider est venue doubler Aécio Neves au dernier moment. Le candidat marginal Campos du PSB, ex-ministre de Lula et allié de Dilma Rousseff au Parlement, est mort le 13 août dans un accident d'avion et Marina Silva, au départ seconde de Campos, est devenue candidate à la présidence. Or c'est une battante, originaire d'une famille amazonienne très pauvre, qui a milité



Les travailleurs de GM à San Jose dos campos, lors d'une grève.

longtemps au PT et a été ministre de l'Environnement de Lula. En 2010, candidate présidentielle du Parti vert, elle avait déjà recueilli 19 % des suffrages.

Elle fait une campagne à écotisation écologiste, tout en évitant soigneusement d'égratigner les industriels et les grands propriétaires. Elle est entre autres appuyée par le propriétaire du groupe Eternit, dont l'amiante a tué des milliers de salariés en Italie et ailleurs, et par les groupes chimiques Bayer et Monsanto. Ce dernier est le champion des OGM, dont l'usage a été légalisé au Brésil au moment où elle était ministre. Elle a aussi pour elle d'être une fervente évangéliste, qui milite à l'Assemblée de Dieu. Elle combat l'avortement et est plus que réservée sur le mariage

homosexuel.

Marina Silva prétend représenter une « troisième voie » entre le PT et la droite et réunir les côtés positifs de Lula et de son prédécesseur de droite, Cardoso, qui avait mis fin à l'hyperinflation et ramené la prospérité. Effectivement elle peut attirer aussi bien des électeurs de gauche déçus par Dilma Rousseff que des réactionnaires bon teint. Sans appareil politique pour la soutenir, elle a très vite fait jeu égal avec la présidente dans les sondages. À la veille du vote, cette dernière reprochait à Marina Silva son manque d'expérience et son militantisme religieux (tout en se précipitant elle-même à l'inauguration du Temple de Salomon, construit par une autre secte évangélique), et l'accusait

de vouloir remettre en cause les programmes sociaux. Marina Silva de son côté lui reprochait ses échecs économiques et les scandales qui touchent son gouvernement.

Il est certain que, avec Marina Silva comme avec Dilma Rousseff, pour ne pas parler du candidat de la droite, les capitalistes seront bien servis et que les travailleurs devront affronter l'inflation, les augmentations des tarifs, électricité et essence en particulier, et les suppressions de postes, sous prétexte de faire face à la crise. Contre toutes ces menaces, les travailleurs ne pourront compter que sur leurs luttes. Ils ont déjà montré, notamment dans la période de la fin de la dictature, de quoi ils étaient capables.

Vincent GELAS

À gauche et à l'extrême gauche

À gauche, la candidate du PSOL (Parti du socialisme et de la liberté) fait campagne sur le thème des scandales et de la démocratie. Le PSOL avait au départ pour candidat un sénateur de l'État amazonien de l'Amapa, qui préféra faire campagne localement dans un front avec le PT et le PSB, le parti de Marina Silva.

À l'extrême gauche, le PSTU (Parti trotskyste des travailleurs unifié, trotskyste, appartenant au courant moréniste) présente à peu près partout des candidats aux différentes élections du 5 octobre. Son candidat présidentiel est pour la quatrième fois Zé Maria de Almeida, un métallurgiste issu des luttes ouvrières des

banlieues de Sao Paulo à la fin de la dictature. La campagne du PSTU s'adresse à la classe ouvrière, pour refuser les fausses solutions que présentent les trois « grands » candidats et défendre une alternative de classe : un programme pour les travailleurs, en particulier concernant salaires, emploi, retraites, santé, éducation,

logement, transports en commun et réforme agraire. Le PSTU se revendique des mouvements de juin 2013 et des grèves de cette année, que ce soit celle du métro ou des éboueurs de Sao Paulo ou celles des ouvriers de la construction dans le nord du pays.

V.G.

• **Argentine**

Manifestations pour dénoncer un crime resté impuni

Jeu 18 septembre, à l'appel des organisations de défense des droits de l'homme, de Mères de la place de Mai et des organisations d'extrême gauche, des manifestations ont eu lieu à Buenos Aires, capitale de l'Argentine, et à La Plata. Les manifestants réclamaient le « retour en vie » de Jorge Julio López.

Le « retour en vie », c'était l'exigence des Mères de la place de Mai, qui protestaient pendant la dictature de 1976-1983 pour obtenir des nouvelles de

leurs enfants militants que les tortionnaires de l'armée disaient « disparus », alors que le plus souvent ils les avaient torturés puis assassinés.

En 2003, le président Nestor Kirchner, qui cherchait des soutiens à gauche, a balayé les lois d'amnistie qui protégeaient jusqu'alors les militaires. Des dizaines d'officiers, dont de hauts gradés comme Videla, ancien chef de la junte, sont retournés dans le box des accusés.

30 000 militants, des ouvriers, des étudiants, souvent très jeunes, avaient été assassinés

par l'armée, mais il restait des témoins. La junte n'avait pas atteint son objectif d'éradiquer tous ceux qui luttent pour un monde meilleur.

López était un homme de 77 ans quand il a disparu il y a huit ans. Pendant la dictature, ce maçon péroniste fut séquestré pendant près de trois ans par l'armée dans plusieurs de ses centres de torture. Mais il ne fut pas assassiné. Et ce rescapé de la répression put témoigner notamment contre Miguel Etchecolatz, ancien responsable d'un centre de détention clandestin et

bras droit d'un général. En 2006, Etchecolatz fut le premier officier condamné à la prison à perpétuité pour des crimes contre l'humanité. Il avait supervisé la séquestration, la torture et l'exécution d'un groupe de lycéens de La Plata, ce qu'on a appelé là-bas la « nuit des crayons ».

López était un témoin-clé qui mettait en cause des dizaines de policiers et militaires. Mais le 18 septembre 2006, quelques heures avant de venir témoigner une dernière fois devant la cour, il a disparu à La Plata, kidnappé à son domicile. Il n'est pas

difficile de deviner qu'il a été éliminé par les amis de ceux contre qui il avait témoigné, militaires, barboués d'extrême droite ou les deux à la fois.

Depuis huit ans, la justice argentine a surtout montré qu'elle ne cherchait pas à retrouver les coupables de ce crime, qui reste impuni. Julio López est devenu un drapeau pour ceux qui ne veulent ni oublier ni pardonner les crimes de la dictature militaire et qui réclament son « retour à la vie ».

Jacques FONTENOY

• **Mexique**

Massacre d'étudiants par la police

Vendredi 26 septembre, dans l'État de Guerrero, la police mexicaine a commis un véritable massacre. Les étudiants de l'école normale d'Iguala, à 100 kilomètres au sud de Mexico, qui se formaient pour devenir professeurs, manifestaient contre une réforme de l'enseignement et des mesures les défavorisant. C'est au moment où ils prenaient des bus pour quitter la manifestation que la police a tiré pour tuer.

Elle a même pris pour cible le car d'une équipe de football, tuant le chauffeur et un footballeur âgé de 15 ans. En tout six personnes, dont trois étudiants, ont perdu la vie et plus d'une vingtaine ont été blessés.

Une cinquantaine d'étudiants ont « disparu » ce jour-là, sans que l'on sache encore s'ils se sont enfuis et cachés dans les collines pour échapper au massacre ou bien s'ils sont retenus illégalement. L'enlèvement contre rançon est fréquent au Mexique, y compris de la part de policiers corrompus ou qui trempent dans le trafic de drogue.

Depuis, les autorités de l'État de Guerrero ont été obligées de reconnaître qu'il n'y

• **Espagne**

La réforme de l'IVG enterrée, mais la vigilance reste de mise

Le 23 septembre, le gouvernement de droite de Mariano Rajoy annonçait le retrait de son projet de loi remettant en cause le droit à l'avortement et du même coup la démission de son instigateur, le ministre de la Justice Gallardon.

Pour tous ceux qui, depuis décembre 2013, se battent en Espagne contre ce retour en arrière et cette attaque au droit fondamental des femmes de choisir, c'est déjà une victoire. En effet, ce projet de loi dit « de protection pour la vie du conçu et les droits de la femme enceinte », non seulement supprimait la loi de 2010 décidée par le gouvernement socialiste de Zapatero qui donnait le droit à l'avortement jusqu'à la 14^e semaine, voire la 22^e semaine,



La nouvelle gendarmerie nationale mexicaine.

avait eu « aucune justification pour l'usage d'armes à feu ». Le maire et le chef de la police ont été convoqués par les autorités judiciaires et 22 policiers sont détenus. Cette réaction vient après l'arrestation, quelques jours auparavant, d'un officier et de sept soldats qui s'étaient rendus coupables du massacre de plus de vingt personnes en juin, en rapport avec le trafic de drogue.

La police et l'armée mexicaines sont coutumières d'actes de brutalité extrême. La lutte contre les cartels du trafic de drogue, ou en fait pour leur contrôle, s'accompagne de

meurtres et de tortures au quotidien. Amnesty International notait récemment dans un rapport que 7 000 plaintes avaient été enregistrées ces quatre dernières années contre les forces de répression, en hausse de 600 % sur dix ans.

Devant les scandales à répétition que la mise au jour de ces pratiques engendre, le président Enrique Peña Nieto, issu du Parti révolutionnaire institutionnel, un parti qui a une longue histoire de corruption, n'a trouvé comme parade que de créer une nouvelle force armée, la Gendarmerie nationale. Il n'est pas certain

qu'un nouveau nom et un nouvel uniforme mettent ces forces à l'abri des tentations offertes par le trafic de drogue et les sommes colossales qu'il génère.

Dans ce pays où une grande partie de la population se débat dans la misère, la captation d'une partie de cette manne est un enjeu permanent pour l'appareil d'État, de son sommet politique jusqu'à sa base policière. Tout contribue à entretenir une violence sociale dont les événements de l'État de Guerrero ne sont qu'un exemple.

Lucien DÉTROIT

dont disposaient les mineures de 16 et 17 ans de recourir à l'IVG sans autorisation parentale. Mais aussi et surtout Rajoy envisage de revenir sur les délais autorisés. Les anti-IVG voudraient remettre à l'ordre du jour deux recours présentés à la Cour constitutionnelle par des députés du PP trois mois après le vote de la loi de 2010, dans le but de la casser...

Les forces réactionnaires ne désarment pas et sont à l'offensive en permanence, sur tous les terrains, pour essayer d'imposer leurs idées rétrogrades. Mais heureusement, en Espagne, la colère de la rue les a fait reculer. Un gage pour l'avenir.

Hélène GRILLET

• **Ébola**

Il y a de l'argent pour tuer, pas pour soigner

Pendant que les bombardements à coups de missiles de croisière et d'avions de combat se poursuivent en Irak et en Syrie, l'ONU attend toujours le milliard de dollars nécessaire pour enrayer la propagation de l'épidémie d'Ebola en Afrique.

Cette somme est pourtant dérisoire au regard de celles consacrées par les grandes puissances à faire la guerre pour imposer leur ordre. Le budget de la Défense américain est de 661 milliards de dollars, soit 1,8 milliard par jour. Une demi-journée de ce que coûte l'entretien de l'armée américaine suffirait à sauver les milliers d'Africains qui vont être victimes de cette terrible maladie.

Obama a fini par promettre l'envoi de 3 000 hommes au Liberia, sept mois après que l'alerte pour Ebola a été donnée. Ils se font attendre. À Monrovia, la capitale, les cadavres des victimes jonchent les rues et risquent de contaminer le reste de la population, faute de véhicules et de personnel pour les évacuer. Pendant ce temps, toutes sortes d'engins militaires s'alignent sur les bases militaires américaines aux quatre coins du monde.

En France, François Hollande a annoncé l'installation d'un hôpital militaire en Guinée. Là aussi c'est bien peu, et cela coûte moins cher que quelques raids de Rafale. En 2013, le budget des opérations extérieures de la France, au Mali et en Centrafrique, se montait à 1,25 milliard d'euros, davantage que la somme dont l'ONU aurait besoin pour éradiquer le virus.

Depuis le début de l'épidémie, l'indifférence des dirigeants des grandes puissances a été totale. Seules des organisations comme Médecins sans frontières ont aidé le personnel médical des pays frappés à combattre Ebola. La population des pays pauvres continue à recevoir de la part des grandes puissances plus de bombes et de mitraille que d'aide contre les maladies et la famine.

Daniel MESCLA

• Suppression de « petites taxes »

Il n'y a pas de petites économies pour le patronat

Dans son projet de budget pour 2015 le gouvernement Valls prévoit la suppression d'une dizaine de « petites taxes », arguant que l'État n'y perdrait qu'environ trente millions d'euros. Mais au-delà des sommes en jeu, il s'agit d'un geste politique.

L'ensemble des politiciens de droite comme de gauche fait campagne pour des baisses d'impôts pour les entreprises. Cela fait partie du combat pour accroître les profits capitalistes

au détriment des classes populaires. Et c'est dans ce cadre que se place cette nouvelle mesure.

En janvier 2014, un rapport de l'Inspection des finances avait pointé du doigt 192 taxes dites petites sous prétexte que leur gestion aurait un coût trop important par rapport aux sommes perçues. Mais l'ensemble de ces taxes représente quand même 5,3 milliards d'euros par an.

Pour 2015, le gouvernement a donc décidé d'éliminer une dizaine des 192 taxes

incriminées. Pour accréditer l'idée qu'il veut seulement simplifier une fiscalité complexe, le gouvernement supprime des taxes payées aussi bien par les particuliers que par les entreprises. C'est le cas de la taxe sur la construction de trottoirs et de celle visant la vente de biens immobiliers aux abords des transports collectifs en site propre.

Mais d'autres ne concernent que les entreprises. C'est le cas de la Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP),

datant de 2000 qui était censée faire payer les pollueurs. Avec cette taxe, il n'avait jamais été question pour le gouvernement socialiste de l'époque de faire vraiment payer les pollueurs. Mais le gouvernement socialiste d'aujourd'hui supprime même cette mesure pour satisfaire un patronat qui en réclame toujours plus... et pour préparer le terrain à d'autres réductions d'impôts, plus consistantes encore pour les capitalistes.

Marion AJAR

• Les rentiers de l'autoroute

Dans un rapport publié le 18 septembre, l'Autorité de la concurrence a dénoncé la « rente » des sociétés qui exploitent le réseau des autoroutes en France. Les sept sociétés concessionnaires contrôlées par les groupes français Vinci et Eiffage et espagnol Abertis « affichent toutes une rentabilité nette exceptionnelle, comprise entre 20 et 24 %, nourrie par l'augmentation continue des tarifs des péages ». Le rapport ajoute que « cette rentabilité n'apparaît justifiée ni par leurs coûts ni par les risques auxquels elles sont exposées », précisant que le contrôle de l'État est « défaillant ». C'est

le moins qu'on puisse dire car c'est l'État qui, après négociation avec les gérants des autoroutes, fixe les tarifs des péages. Et il a accepté toutes ces augmentations.

Beaucoup d'automobilistes ne prennent plus les autoroutes pour échapper aux péages, sachant que ceux-ci augmentent et bien plus vite que l'inflation. Les sociétés d'autoroutes prétendent justifier ces hausses par l'obligation qu'elles ont de faire des investissements pour améliorer le réseau. Mais pour l'Autorité de la concurrence, cette charge « apparaît largement soutenable, et est par ailleurs gérée dans l'intérêt des actionnaires, à qui est



distribuée la totalité de leur bénéfice».

Le racket des automobilistes ne risque cependant pas de cesser avec ce rapport car

les « contrats de plan » signés entre l'État et les autoroutes sont valables jusqu'en 2027 et même 2033...

Cédric DUVAL

• Sarkozy, à droite toute !

Après avoir annoncé son « retour » en fanfare, Sarkozy vient d'entreprendre une tournée de meetings et on le voit réenfourcher les chevaux de bataille de la droite radicale, pour ne pas dire extrême.

À Lambersart, ville UMP de l'agglomération lilloise, il y est allé de son couplet contre les fonctionnaires : il faut, a-t-il dit, « que les recrutements dans la fonction publique ne soient plus soumis à la règle du statut à vie ». Comme si ce n'était pas déjà en grande partie le cas, la proportion de fonctionnaires titulaires diminue depuis des années au profit des contractuels, des CDD ou CDI qui ne bénéficient pas du même statut. Sarkozy affirme que les fonctionnaires devraient travailler plus que 35 heures, mais sans contrepartie salariale. Il veut

aussi soumettre l'attribution du RSA à un travail « au service de la société ». Autrement dit, il veut obliger les chômeurs à accepter n'importe quel travail pour un revenu dérisoire.

L'ex-futur candidat essaye aussi de recycler son fameux slogan « travailler plus pour gagner plus » de 2007, formule qui s'était traduite à la fin de son quinquennat par une durée du travail accrue.

Chassant sur les terres du Front national, Sarkozy s'en prend lui aussi aux immigrés, affirmant désormais nécessaire la remise en question des règles de l'espace Schengen, et taxant de « gabegie » l'Aide médicale d'État (AME) dont bénéficient les étrangers sans autre accès aux soins.

Enfin, il a sorti de son chapeau le référendum populaire, comme remède miracle « quand une partie des élites et

certains corps intermédiaires chercheront à monopoliser un débat ». De qui parle-t-il ? Il est difficile d'être plus vague. En revanche, il s'en est pris clairement aux syndicats « politisés ». Mobiliser une partie des classes populaires contre les travailleurs qui voudraient s'opposer aux mauvais coups du patronat, c'est à cela que pourrait servir un référendum, sans oublier le caractère

plébiscitaire d'une telle opération. Il fait là tout comme Marine Le Pen.

Sarkozy reprend les discours propatronaux. Tout cela n'est pas étonnant de la part du président qui se disait et se montrait ostensiblement le président des riches et des patrons. Il maintient le même cap. À droite, toujours plus, à droite toute !

Pierre MERLET

• Le Pen « fera comme les autres » Puisqu'elle le dit !

Jusqu'à-là le Front national était contre le cumul des mandats. Maintenant que deux de ses maires ont été élus sénateurs, Marine Le Pen a changé de discours : « On le fera quand les autres le feront » a-t-elle

justifié pour couvrir ses deux cumulards.

Voilà qui dit toute la valeur des discours du FN et de sa présidente : le changement qu'ils promettent aux plus modestes sera enterré de la même façon.

• Enseignement Pour supprimer la maladie, supprimons le malade

Dans sa « lutte » contre l'échec scolaire, le ministre de l'Éducation nationale sort de sa besace une nouvelle botte secrète : la fin du redoublement qui ne devra plus être que l'exception !

Cette idée, loin d'être nouvelle est, selon le ministre, une panacée à l'échec scolaire. La France serait championne d'Europe en matière de redoublement et celui-ci conduirait à l'échec. En matière d'études sur le sujet, on en trouve une sur le site officiel du ministère de l'Éducation dont le préambule est beaucoup plus nuancé puisqu'il affirme que « le redoublement en 3^e ou en lycée est, en général, bénéfique puisqu'il permet à l'élève de combler ses lacunes et de suivre l'orientation de son choix ». Ainsi ces études ne remettent pas en cause tous les redoublements mais uniquement certains.

Que des enfants aient besoin d'aide supplémentaire et de plus de temps que d'autres pour assimiler certaines connaissances, cela semble de bon sens. Faut-il les faire redoubler ? Pas forcément mais encore faut-il se donner les moyens de suivre les élèves en difficulté, de les faire progresser et c'est là que le bât blesse. Le vrai problème est que le redoublement coûte cher, près de deux milliards d'euros selon le gouvernement. Mais trouver des solutions de remplacement comme accompagner les élèves en difficulté a lui aussi un coût que le gouvernement n'est pas prêt à assumer. Il préfère donc faire la morale aux enseignants, qui devraient trouver les moyens pédagogiques, avec l'aide d'une baguette magique, pour résoudre la quadrature du cercle, en leur enjoignant de s'occuper de deux élèves en particulier dans une classe en comptant plus de 30.

Aussi des jeunes passeront dans la classe supérieure, sans jamais décrocher aucun diplôme. Ils rejoindront la cohorte des 150 000 élèves qui sortent chaque année du système scolaire sans avoir réussi leur scolarité.

Aline URBAIN

• Gad – Josselin Les salariés devront se faire entendre

Chez Gad, après les 900 emplois supprimés l'an passé, c'est plus de 300 emplois supplémentaires sans compter les emplois en CDD ou en intérim qui vont à leur tour être liquidés.

Depuis le 11 septembre, la société Gad est en liquidation judiciaire. C'est une filiale de la Cecab, une coopérative connue pour les conserves de légumes d'Aucy et de Prestor, un groupement de producteurs de porcs. Mais la Cecab estime depuis un an que GAD compromet sa rentabilité. Déjà en 2013, elle a commencé à se débarrasser de son activité viande porcine. Il y a un an elle a fermé son abattoir de porcs de Lampaul-Guimiliau dans le Finistère, privant de travail quelque 900 travailleurs. Il lui restait l'abattoir de Josselin et deux petits ateliers résiduels à Lampaul. Mais c'était encore trop et elle a tiré le rideau.

C'est Intermarché qui profite de l'aubaine pour renforcer ses positions dans le secteur de la viande de porc sous couvert d'une de ses filiales, la SVA Jean Rozé. Cette société vient de confirmer au tribunal de commerce de Rennes son intention de reprendre l'abattoir GAD de Josselin, mais sans reprendre l'ensemble du personnel et sans reprendre les ateliers de Lampaul. Seuls 507 des 755 salariés en CDI de Josselin seront repris. C'est donc 300 CDI de plus, 248 à Josselin et 60 à Lampaul, qui vont se retrouver sans emploi.

La Cecab annonce de son côté son intention de proposer autour de 150 reclassés. Mais s'ils ne veulent pas être les éternels laissés-pour-compte, les travailleurs devront se faire entendre. C'est leur seule chance de faire valoir leurs intérêts avant qu'un ministre ou un officiel quelconque vienne expliquer, comme à leurs collègues de l'abattoir de Lampaul, qu'étant « pour la plupart illettrés », il ne peut plus rien pour eux !

Correspondant LO

• Employés municipaux de Grenoble

L'austérité à la sauce écolo

L'équipe municipale de la ville de Grenoble, conduite par l'écologiste **Éric Piolle** depuis mars 2014, a décidé de ne pas renouveler 122 CDD, ni les renforts qui travaillent ponctuellement dans les différents services municipaux.

Ce plan de licenciement déguisé choque l'ensemble du personnel, qu'il soit titulaire ou précaire. Mardi 23 septembre, à l'appel de la CGT, 250 employés municipaux se sont retrouvés en assemblée générale devant le perron de la mairie. C'est avec des slogans tels que « Ensemble, renforts et titulaires, on est plus fort » ou « C'est du boulot qu'il nous faut, pas du chômage » que les salariés de la ville de Grenoble ont fait bruyamment le tour de l'étage réservé aux élus et à la direction générale. Ils ont pu obtenir un rendez-vous avec le maire pour le jeudi 25.

À ce rendez-vous étaient présents le maire, le directeur général des services et



Dans la mairie de Grenoble.

l'adjointe au personnel. La délégation, composée de contractuels et de militants CGT, a demandé que les renforts et contractuels de catégorie C (les plus bas salaires), dont la réussite au concours d'accès à la Fonction publique territoriale n'est pas obligatoire, soient embauchés. Pour les employés des catégories A et B, il a été demandé une solution au cas par cas afin que personne ne soit sans salaire et sans emploi. Le directeur a affiché

son mépris en parlant des « seulement 122 » CDD non renouvelés et en les qualifiant de « départs naturels ». Le maire s'est réfugié derrière la loi pour justifier ces mesures injustes.

L'équipe municipale écologiste répercute la baisse des dotations aux collectivités locales décidée par le gouvernement Hollande-Valls, un manque à gagner pour le budget de la ville de 15 millions d'euros sur trois ans. Et cet argent qui

manque, elle va le chercher surtout dans la poche des travailleurs, en en jetant une fraction au chômage et en imposant à ceux qui restent une charge de travail plus lourde.

Une nouvelle assemblée générale, programmée pour le jeudi 2 octobre, devrait décider de la suite à donner. Ensemble, les travailleurs ont intérêt à mettre un coup de frein à cette politique de sous-emploi.

Correspondant LO

• Foyer de Jeunes Travailleurs – Paris 20^e

La direction tombe sur un os

85 jeunes travailleurs, apprentis ou étudiants vivent au foyer des « Hauts de Belleville » dans le 20^e arrondissement de Paris. Le loyer y est d'environ 550 euros mensuels selon le type de chambre, dont 112 euros pour douze repas à prendre au self du foyer les soirs de semaine.

Début septembre, la rumeur courait à propos de décisions prises, pendant l'été, par la direction du foyer... et qu'elle gardait pour elle. Les résidents ont finalement appris que le foyer fermera ses portes au 1^{er} mai 2015 pour rénovation, les mettant tous à la porte d'ici là. Et pour commencer, la direction s'en prenait au self, en les obligeant désormais à s'y inscrire à l'avance par écrit. Du coup, sa fréquentation a immédiatement chuté d'une bonne vingtaine par soir à... cinq, quatre, voire trois jeunes dînans dans un self désert. Car il fallait désormais être sûr qu'aucun problème au travail ou de transport n'empêcherait

d'être là avant 19 h 45... sans cela, le repas était décompté, sans même y avoir touché !

L'idée s'est alors répandue de faire une pétition pour exiger le retour à l'ancien système, et en quatre jours, 40 résidents l'ont signée. Le lundi suivant, une dizaine d'entre eux la remettaient au directeur du foyer, surpris de voir ses décisions remises en cause et allant jusqu'à demander si vraiment cela dérangeait tant de devoir réserver la veille chaque dîner. Au cours d'une deuxième réunion deux jours après, la direction a su trouver les mots pour... soulever la colère et l'indignation, en se vantant du rôle « social » du foyer, tout en déclarant qu'aucune proposition de relogement ne serait faite aux résidents ; et d'oser se dire « fière de ses équipements » alors que le foyer tombe en ruines !

En réponse, 25 résidents se sont réunis et là toutes les réclamations accumulées depuis des mois sont sorties : la cuisine collective sans tables, ni chaises, ni four ; les toilettes communes d'un étage sans

porte depuis quatre mois ; et les souris dont le nombre a depuis longtemps dépassé celui des résidents !

Jeudi 26 septembre, la direction a dû composer avec 27 résidents réunis face à elle : elle a dû revenir au self sans réservation. Et dès le lendemain, tables et chaises, plaques de cuisson et portes aux toilettes sont apparues ! Enfin, la discussion s'est engagée sur les solutions de relogement que le foyer devrait mettre en œuvre pour qu'aucun ne se retrouve à la rue le 1^{er} mai prochain.

La quarantaine de résidents ayant participé aux différentes réunions et à leur préparation ont ainsi pu faire reculer la direction et obtenir un minimum d'équipements vitaux pour vivre décemment au foyer. Il faudra aussi l'obliger collectivement à proposer des solutions de relogement, indispensables car il est très difficile, pour des jeunes en formation ou au début de leur vie professionnelle, de retrouver un logement accessible et digne de ce nom sur Paris.

Correspondant LO

• Clermont-Ferrand

La Poste abuse

La Poste a été condamnée par les Prud'hommes de Clermont-Ferrand à réintégrer une guichetière en CDI, dès le 1^{er} octobre.

Celle-ci avait enchaîné 67 contrats de travail en vingt mois sur le même emploi et, en plus, elle avait été licenciée en mars quand La Poste

apprit qu'elle saisisait les Prud'hommes.

Spécialiste de la précarité, multirécidiviste, et maintes fois condamnée, La Poste use et abuse des emplois précaires. Mais cela ne gêne ni le ministère de tutelle ni le gouvernement.

Correspondant LO

• ThyssenKrupp Ascenseurs – Angers

Non aux licenciements !

La direction de ThyssenKrupp Ascenseurs a annoncé jeudi 25 septembre son intention de licencier 258 des 442 salariés de son usine de Saint-Barthélémy, à Angers. Ces licenciements sont inacceptables, et les travailleurs ont débrayé dès le lendemain matin à plus de 300.

La direction prétend qu'elle n'a pas le choix et justifie le « plan social » à venir par la stagnation du secteur immobilier et le rétrécissement du marché. Elle veut rapatrier la fabrication des ascenseurs, jusqu'alors produits à Angers, sur deux autres sites européens : l'usine de Neuhausen, près d'Essen en Allemagne, et l'usine de Mostoles, près de Madrid en Espagne.

La « nécessité » avancée par la direction est une sinistre plaisanterie. ThyssenKrupp Ascenseurs n'est pas un petit artisan en difficulté mais le n°3 mondial du secteur, derrière Otis et Schindler, un mastodonte qui emploie 45 000 salariés dans le monde et a réalisé en 2013 plus de 5 milliards d'euros de

chiffre d'affaires, dont plus de 350 millions rien qu'en France. Il y a là un choix délibéré de la direction qui estime plus profitable de faire produire sur deux sites que sur trois. Comme l'a déclaré le PDG Jean-Michel Insalaco : « C'est le scénario qui s'adapte le mieux aux nouvelles conditions du marché. »

Inutile de dire que la justification des licenciements au nom de la « rentabilité » ne passe pas. Alors que le PDG envisage un site dont les activités se limiteraient désormais à la conception, à l'après-vente et à la logistique, les salariés d'Angers réclament à juste titre un partage de la charge de travail sur les trois usines européennes, sans baisse des salaires.

À l'annonce des licenciements, les notables politiques locaux ont rivalisé de petites phrases sur « cette très mauvaise nouvelle » voire « ce tsunami social ». Pas un ne jure, la main sur le cœur, être solidaire des travailleurs menacés. Mais pas un, surtout, ne considère les licenciements comme inévitables. Pour eux, l'affaire est classée. Ainsi Béchu, le maire UMP d'Angers, déclare qu'il sera vigilant sur « la mise en œuvre du plan social » et une « revitalisation locale de qualité ».

Marc Goua, le maire PS de Trélazé, dit quant à lui qu'il faut « absolument prendre des mesures pour abaisser nos coûts du travail et redevenir compétitifs ». Autrement dit, les ouvriers de Thyssen seraient trop bien payés pour espérer sauvegarder leur emploi ! Ce n'est pas de ce côté-là qu'ils pourront trouver du soutien !

Mais, dans leur combat,



les salariés de l'usine d'Angers pourront trouver l'oreille de bien des travailleurs confrontés aux mêmes problèmes qu'eux. Déjà, chez ThyssenKrupp Ascenseurs, les 2 500 salariés employés dans les agences chargées des travaux et de l'entretien sont eux-mêmes en pleine restructuration, avec 150 suppressions de postes déjà effectuées en 2013, et une centaine de plus en perspective. Et puis, la perte d'un emploi chez Thyssen induirait la perte de deux emplois dans la sous-traitance.

Au cours de la décennie passée, 6 000 emplois ont été détruits dans le secteur industriel de l'agglomération

d'Angers, chez ACT, Packard Bell, NEC, aux Fonderies de l'Authion, chez Thomson, aux Ardoisières... Le niveau de chômage est aujourd'hui audessus de la moyenne nationale, et dans chaque famille ouvrière on sait ce que cela veut dire de se retrouver sans emploi en ce moment.

Alors la presse locale a beau parler de « mort programmée » de l'usine, les travailleurs de Thyssen ne partent pas vaincus. Ils ont déjà manifesté devant la mairie et devant la préfecture, pour redire leur opposition aux licenciements. Et la lutte va continuer.

Correspondant LO

• Caisse d'allocations familiales de la Gironde – Bordeaux

Employés en lutte contre le sabotage de l'accueil

Début septembre, à l'accueil de Bordeaux de la caisse d'allocations familiales (CAF) de la Gironde, après une attente d'une heure, un allocataire venu pour régler un problème de RSA s'est énervé au point de jeter à terre l'ordinateur d'une employée.



Mouvement à la CAF Bordeaux.

Cette agression a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Depuis, les employés de la CAF, très émus, sont entrés en mouvement, dénonçant une situation de pénurie en personnel préjudiciable à tous, assurés comme agents de la CAF. Après chaque assemblée générale des débrayages de 55 minutes par jour sont reconduits.

Dans les CAF, la situation devient très tendue, tant à l'accueil qu'au traitement des dossiers. Les mesures d'économies sur la Sécurité sociale aboutissent à ce que le nombre des agents diminue, alors que le nombre de missions de cet organisme augmente et que les assurés sont

de plus en plus nombreux à avoir recours à la CAF. D'ici à 2017, 1 700 postes doivent encore disparaître dans toutes les CAF de France, dont 43 en Gironde.

La direction de la CAF de Bordeaux se réfugie derrière les consignes gouvernementales. Pour assurer la sécurité, elle a embauché un vigile. Mais un vigile ne répond pas au téléphone, ne traite pas les dossiers. Elle prétend que, pour réduire les temps d'attente, il suffit que les allocataires ne se rendent pas aux points d'accueil et utilisent le téléphone ou Internet. Ceux qui auraient besoin tout de même de rencontrer un employé pour régler un

problème devraient prendre rendez-vous pour être reçus sous 48 heures. Pour éviter près d'une heure d'attente pour être reçu, il faudra patienter deux jours... si ça marche !

Ces « solutions » n'en sont pas. C'est pourquoi les employés réclament qu'on ouvre des points d'accueil au lieu de les fermer, qu'on cesse de leur supprimer des postes, que l'on procède au contraire à des embauches massives et que l'on forme les techniciens nécessaires pour accueillir convenablement les assurés. Et depuis près d'un mois, ils font la démonstration de leur détermination.

Correspondant LO

• Seita – Carquefou (Loire-Atlantique)

Pour la sauvegarde des emplois, la mobilisation continue

Pour la deuxième fois, les travailleurs de la Seita sont venus de toute la France manifester leur colère à Paris, lundi 22 septembre, devant le siège d'Imperial Tobacco. Ce groupe les a rachetés en 2008 et, depuis, les licenciements et les fermetures de sites se succèdent.

Après ceux de Strasbourg, Metz, Lille, sont maintenant visés le site de Carquefou, où 327 emplois sont menacés, ainsi que le centre de recherche de Bergerac et le site de Nottingham en Angleterre. Une partie de la production de Nantes

devrait être transférée à Riom, mais avec très peu de mutations de postes, et 130 emplois délocalisés en Pologne.

Ces salariés sont d'autant plus en colère qu'Imperial Tobacco est un trust riche à milliards, qui a versé en 2013

plus de 576 millions de dividendes aux actionnaires. Cela n'a pas empêché le gouvernement de lui verser 660 000 euros de crédit d'impôt, ce qui écœure encore plus les salariés qui pensent qu'avec tout cet argent les emplois pourraient largement être maintenus, et en tout cas les salaires. Car les travailleurs doivent vivre, y compris si on ne produit plus de tabac !

Malgré la présence massive

des CRS, cette manifestation nationale a remonté le moral des quelque 250 salariés qui y ont participé, dont 150 environ venus de Nantes.

À Nantes, la direction, avec l'aide des pouvoirs publics, a exigé l'évacuation de l'entreprise, suite à l'occupation des salariés. Même le parking extérieur est fermé et les salariés priés de rester chez eux en attendant les ultimes négociations sur le PSE pour décider

de leur sort.

Les quelques avancées obtenues sont nettement insuffisantes. C'est devant les portes closes de l'entreprise, sur le trottoir, que les salariés campent de nouveau avec, depuis le 29 septembre, six d'entre eux qui commencent une grève de la faim avec sur leur tee-shirt : « Ma vie pour mon travail », en dernier recours.

Correspondant LO

• Air France

Fin de la grève des pilotes

Recul de la direction et du gouvernement

À l'appel du syndicat majoritaire SNPL, après 14 jours de grève, les pilotes d'Air France ont repris le travail le 28 septembre.

Malgré le battage médiatique, malgré les déclarations de Valls, qui a tenté d'avoir le dernier mot, en tenant des propos forts pour tenter de faire croire qu'il n'avait pas cédé, les pilotes ont fait reculer la direction sur son projet de Transavia Europe. Car avec cette nouvelle branche de Transavia, la direction aurait pu employer des pilotes au statut d'un autre pays, nettement moins avantageux.

La direction avait même organisé un rassemblement en faisant croire que les autres salariés de la compagnie étaient hostiles à la grève des pilotes. Lors de ce rassemblement, très peu nombreux d'ailleurs, on a pu voir des permanents syndicaux, SNMSAC et CFDT, se faire passer pour des agents au sol qui se vantaient d'avoir fait « des efforts pour redresser Air France ». Ils ont certes fait des efforts... de collaboration

avec la direction, mais pas beaucoup d'efforts au travail... qu'ils ont quitté il y a bien longtemps pour devenir des négociateurs permanents et des signataires d'accords.

Les pilotes ont marqué un premier point, même s'ils n'ont pas imposé l'ensemble de leurs revendications. Pour cela, il aurait fallu que les

travailleurs d'Air France qui subissent les plans sociaux successifs ne se contentent pas d'observer les autres catégories en lutte, en ressassant rancunes et rivalités. Mais ils ne pourront compter que sur leurs forces, car les directions des syndicats, la plupart du temps soumises à la direction et à ses exigences, choisissent

de cultiver les antagonismes entre salariés pour justifier leur passivité, cautionnant les choix des dirigeants de la compagnie.

À leur tour, les pilotes de la Lufthansa ont décidé de faire une grève d'une journée contre le recul de l'âge de la retraite qu'on veut leur imposer.

Qu'ils aient un salaire plus confortable comme les pilotes en fin de carrière, ou qu'ils soient au smic ou au chômage, les travailleurs subissent partout les mêmes attaques. Heureusement, il y a des réactions. Mais le plus efficace serait de réagir tous ensemble.

Correspondant LO

Un déchaînement de hargne à l'égal de la combativité des pilotes

« Des enfants gâtés », « des privilégiés », « des nantis », « des irresponsables »... Gouvernement, politiciens de gauche et de droite et médias n'ont pas lésiné sur les mots pour condamner la grève des pilotes d'Air France. Quand il s'agit de parler de ces grands patrons qui empochent des millions ou des actionnaires qui gagnent des fortunes sans avoir à lever le petit doigt, les mêmes évoquent le « mérite », le « talent » ou la « prise de risques », des qualités

qui semble-t-il ne seraient plus requises quand il s'agit de conduire un avion avec 200 personnes à bord, ou d'ailleurs s'agissant de bien des travailleurs dans bien d'autres secteurs!

On a entendu répéter en boucle que les pilotes n'étaient pas les plus à plaindre des salariés. C'est certain, et alors? Doivent-ils pour autant accepter de se sacrifier pour les actionnaires? Non, ceux qui n'en ont jamais assez sont à chercher du côté

de ce grand patronat rapace. C'est au nom de ses profits, de ses dividendes ou de la valeur de ses actions qu'il veut faire reculer les travailleurs les uns après les autres et il n'y a aucune raison de l'accepter.

La grève des pilotes est maintenant terminée, mais le flot de hargne continue de s'écouler sur ces pilotes qui seraient des « capitulards » et auraient mis la compagnie au bord de la faillite pour rien. C'est doublement faux. Non

seulement Air France est loin du gouffre, mais les grévistes ont en partie gagné. Et ce n'est pas anodin car c'est la première fois que le gouvernement a dû reculer face à une grève de salariés.

Les pilotes ont donné la preuve, s'il en fallait encore, que tout est une question de rapport de force et que l'on peut faire ravalier sa politique au patronat et au gouvernement, aussi hargneux soient-ils!

Lila VERMER

• Continental

Pour la fermeture de l'usine de Clairoix

Le groupe à nouveau condamné

Quelque 300 ouvriers, ex-salariés de Continental Clairoix, rassemblés mardi 30 septembre au matin sur les marches du Palais de justice d'Amiens ont ovationné l'annonce du résultat du jugement de la cour d'appel.

Celle-ci confirme le jugement des Prud'hommes selon lequel il n'y a eu aucune raison économique à la fermeture de l'usine en 2009. Le groupe mondial Continental AG n'a pas connu la moindre difficulté, et il doit être considéré comme ayant été le véritable employeur des salariés licenciés, et non seulement sa filiale française. De plus, il n'a entrepris aucune action de reclassement avant de procéder aux licenciements des 1 113 salariés licenciés. Du coup le groupe devra payer des dommages et intérêts d'un montant de 20 000 à plus de 100 000 euros aux 683 salariés qui s'étaient portés en justice contre Continental.

Comme l'ont dit les prises de paroles devant le Palais de justice, cette nouvelle victoire morale s'inscrit dans la suite de la lutte opiniâtre menée

et contrôlée démocratiquement de bout en bout par les travailleurs de Continental Clairoix. Ceux-ci ont su briser leur isolement, passer les frontières et maintenir la mobilisation jusqu'à aujourd'hui, plus de cinq ans après la fermeture de l'usine, chacun étant bien conscient d'être acteur et maître de cette lutte commune.

La direction française de Continental, à Sarreguemines, ose se plaindre du coût de cette condamnation et elle essaye de dresser les ouvriers de cette usine contre leurs camarades de Clairoix, alors que c'est elle qui les a escroqués. En effet, la direction du groupe Continental avait provisionné en Allemagne le montant du plan social et le coût estimé du jugement, et a donc déduit ces provisions de ses impôts.



Les travailleurs de Continental à la sortie du Palais de justice.

Mais la direction de sa filiale française a néanmoins ponctionné pendant des années des milliers d'euros sur les primes dues aux salariés de Sarreguemines, en prétendant encore qu'il fallait amortir le coût du plan social et du procès!

Pendant ce temps, le groupe affiche des résultats faramineux : des milliards de profits, des milliards de

désendettement, des centaines de millions de dividendes distribués aux actionnaires. Le groupe vient d'ailleurs d'annoncer une augmentation de 30 % de ceux qu'il versera en 2014, avec une prévision au moins équivalente pour 2015.

Pour les travailleurs de Continental, cette nouvelle condamnation de leur patron ne peut qu'être un

encouragement à se défendre et à faire payer cher, financièrement et socialement, toute tentative de mauvais coup de la direction.

Ceux de Clairoix, avec ceux des autres usines Continental qui le voudraient, se sont donné rendez-vous pour célébrer leur lutte le week-end des 22 et 23 novembre prochain.

Correspondant LO

• Airbus – Les Mureaux

Échec à l'attaque contre les salaires

La direction de l'ensemble du groupe Airbus (anciennement EADS) a lancé des plans de réorganisation à tout-va, planifiant d'ores et déjà la suppression de 10% des emplois dans la division Airbus Defence & Space (ex-Astrium) aux Mureaux, dans les Yvelines. Mais, dans sa politique d'économies à tout prix, elle a fini par tomber sur un os lorsqu'elle s'est attaquée aux primes que touchent la soixantaine de travailleurs partant à Kourou faire l'assemblage et les contrôles finaux de la fusée Ariane.

Refusant de perdre une partie de leur salaire, la quasi-totalité des ouvriers, techniciens et ingénieurs ont débrayé le 22 septembre. Et ce, malgré les pressions de l'encadrement, de la direction et de certains responsables syndicaux, qui ont fait le tour des travailleurs un

par un pour les en dissuader.

Ce débrayage a été aussi l'occasion de dénoncer les habitudes prises par l'encadrement. Parmi celles-ci, le fait de prévenir le samedi, par SMS, de la prise de poste le lundi matin à 6 heures, ou de changer les horaires de travail

d'un jour sur l'autre au dernier moment, d'une équipe d'après-midi à celle du matin par exemple.

La direction a d'abord tenté d'endormir le personnel avec ses discours sur un prétendu « effort collectif », en affirmant qu'il n'y avait rien à négocier. Puis elle a tenté, toujours en vain, de diviser les grévistes, en proposant de repousser au 1^{er} octobre l'application du nouveau mode de calcul des primes, alors qu'une équipe devait partir dans la semaine, et l'autre le 6 octobre.

Le lendemain, dans les autres ateliers et bureaux de

l'entreprise, le débrayage était commenté avec sympathie. La direction s'inquiéta aussi du risque de perturbation de l'embarquement de l'étage principal cryogénique (propulseur d'Ariane). Le débrayage avait montré la détermination des travailleurs à ne pas accepter de baisse de salaire. Face à cela, la direction a renoncé à modifier le calcul des primes.

C'est un succès, mais les travailleurs restent vigilants car la direction pourrait tout remettre en question, à la faveur de son plan de restructuration.

Correspondant LO

• Renault – Flins

Intérimaires en colère

À l'usine Renault de Flins dans les Yvelines, les ouvriers de production de l'atelier des Portes, dans le secteur du Montage, ont tous débrayé pendant deux heures environ en équipe d'après-midi, vendredi 26 septembre. Précision importante, la vingtaine de travailleurs en question sont intérimaires.

Depuis la baisse de cadence que la direction de l'usine a appliquée début septembre, profitant de ce changement pour supprimer 250 postes, soit près d'un sur dix en production, les conditions de travail se sont encore dégradées. Il y a des problèmes notamment en Peinture, où les travailleurs des mastics, à défaut d'être des hommes-caoutchouc, se préparent à coup sûr des problèmes de lombaires, d'épaules et de coudes. En Tôlerie OA, les installations d'assistance censées aider au travail sont au

mieux inopérantes. Au Montage, d'où sortent alternativement des Clio IV et des voitures électriques Zoe, 130 postes de travail ont été supprimés, sur environ 500.

Dans cet atelier, un des secteurs où les ouvriers sont les plus « engagés », entendez où ils ont encore moins qu'ailleurs le temps de souffler, est celui des Portes. La difficulté à mettre en place les lécheurs, les caoutchoucs qui essuient la vitre quand elle s'abaisse, était paraît-il résolue depuis des années, les problèmes récurrents

dûment signalés à la direction. Mais il faut toujours, depuis des mois, s'esquinter la main à taper pour les emmancher dans la tôle. À la mise en place du câblage des portes, on doit travailler à l'aveugle. Ailleurs, il faut la souplesse de bras d'une danseuse thaïe pour poser les dizaines de vis prévues.

Ces conditions de travail pénibles, parfois dangereuses, les dirigeants de l'entreprise les imposent à près de mille travailleurs intérimaires qu'ils emploient dans les ateliers, aux côtés des 1 600 autres ouvriers de production « Renault ». Pour atteindre l'effectif actuel de près de 4 000 salariés, il faut ajouter environ 500 ETAM et quelques centaines de travailleurs de la

sous-traitance ou « prêtés » par d'autres usines Renault.

Moins d'un mois après les congés, la coupe a débordé chez les travailleurs des Portes. Malgré les menaces, malgré le risque que leur statut précaire peut représenter, les ouvriers des Portes ont tous ensemble relevé la tête contre la maîtrise arrogante.

La direction, en guise de réponse, promet seulement de répartir les opérations, et a maintenu le renfort temporaire qu'elle avait mis dans le secteur. Malgré cela, les travailleurs des Portes ont de quoi être fiers. Et ils le sont, d'autant plus qu'ils ont rencontré une vive sympathie dans tout l'atelier et au-delà.

Correspondant LO

• SRD (ex-raffinerie BP) – Dunkerque

Suppression de productions et d'emplois

Le groupe Colas-leader mondial de construction de routes, filiale de Bouygues et présent dans plus de 50 pays – a racheté la raffinerie SRD de Dunkerque en 2010. Y sont fabriqués des bitumes ainsi que d'autres sous-produits du raffinage: huiles, paraffine, fuels... Colas veut maintenant arrêter la production d'huiles et de lubrifiants, ce qui aurait des conséquences sur toute la filière de distillation sous vide de l'usine.

La suppression de cette activité aurait aussi des conséquences sur les travailleurs de la sous-traitance et sur l'emploi de toute l'agglomération.

Jusqu'à 350 emplois pourraient être touchés à terme, et autant de familles mises en difficulté. Sans compter que ce n'est pas la seule usine qui



prévoit des plans de suppressions de postes: 85 emplois sont aussi menacés à Aluminium Dunkerque (groupe Rio Tinto) et une usine d'aspartame est menacée de revente par Ajinomoto.

La direction de SRD invoque une perte financière de 50 millions d'euros par an. Mais le groupe Colas cherche surtout à se recentrer sur la fabrication de bitumes pour ses propres chantiers et à accroître encore plus ses bénéfices. Le résultat financier net de Colas s'est élevé

à 312 millions d'euros en 2013, en augmentation par rapport à 2012. Il a distribué pas moins de 273 millions d'euros de dividendes, en 2013, l'essentiel (96%) revenant à Bouygues.

Malgré les hésitations de la direction à annoncer un plan social, les syndicats, et en particulier la CGT, ont commencé à organiser la riposte. Après des rassemblements devant l'usine et après avoir interpellé les élus, une journée de grève a été organisée le lundi 18 septembre. 200 salariés, avec des

délégations d'autres usines, ont tenu un meeting, avant de se rendre à la chambre de commerce et d'industrie, où étaient réunis les patrons des usines Seveso de l'agglomération.

On ne peut pas laisser aux capitalistes la décision de la vie ou de la mort des sites ou des activités industriels. À Dunkerque comme partout ailleurs, il faut interdire les licenciements et imposer un contrôle des travailleurs sur les comptes de ces grands groupes.

Correspondant LO

• Hôtels Park Hyatt Paris

La grève a payé

Les travailleurs employés en sous-traitance dans les hôtels Park Hyatt, femmes de chambres, gouvernantes et valets, ont gagné, en une semaine de grève, des augmentations de salaire et une amélioration des conditions de travail.

L'accord signé au Park Hyatt Vendôme énumère toute une série de mesures, parmi lesquelles une hausse de 2 euros du salaire horaire, en deux fois, soit une augmentation mensuelle d'un peu plus de 300 euros brut, diverses primes dont une en fin d'année, une diminution de la cadence de travail, une participation de l'employeur à la mutuelle santé équivalant à 60% et d'autres avantages concernant la durée du travail, le paiement des heures supplémentaires, etc. Les travailleurs du Park Hyatt Madeleine ont eu également satisfaction.

Même s'ils n'ont pas obtenu l'embauche directe par les palaces qu'ils réclamaient, c'est une victoire sur des patrons habitués à payer des travailleurs 1 000 à 1 200 euros par mois pour entretenir des chambres à 1 000 euros la nuit, ou des suites à plus de 10 000.

Les grévistes ont choisi le moment pour déclencher leur mouvement: celui de la préparation de la « fashion week », cette semaine internationale des créateurs de la haute couture. C'est le moment où les palaces voient arriver les organisateurs du monde du luxe, avant de recevoir leurs richissimes clients. Et les patrons de ce monde feutré détestent perdre de l'argent, bien sûr, mais détestent aussi se voir publiquement contestés par des travailleurs en lutte, déterminés à gagner... et qui ont gagné.

Sylvie MARÉCHAL

• Amiante

Chaffoteaux – Ploufragan (Côtes-d'Armor) La direction jette l'éponge

Depuis 2010, la direction du groupe Merloni, propriétaire de l'ex-usine Chaffoteaux, située à Ploufragan près de Saint-Brieuc, dans les Côtes-d'Armor, a été condamnée à plusieurs reprises par le conseil des prud'hommes de Saint-Brieuc. Elle doit indemniser, à hauteur de 8 000 euros, plusieurs centaines de travailleurs ayant été exposés à l'amiante pendant des dizaines d'années, au titre du préjudice d'anxiété.

Ces jugements, confirmés par la cour d'appel de Rennes, s'appuyaient sur le fait que l'amiante avait été massivement présent dans les usines du Légué, puis de Ploufragan. Il était présent dans les chaudières à gaz fabriquées à des centaines de milliers d'exemplaires, mais aussi dans les équipements comme les fours de cuisson ou encore dans la toiture. Et les patrons n'ont jamais rien fait pour protéger les salariés.

En effet, pendant plusieurs dizaines d'années, les différents propriétaires les ont exposés sciemment aux poussières d'amiante, sans aucune protection particulière, ni information sur les risques encourus. Tout au plus, quelques dizaines de salariés ont-ils bénéficié d'un suivi médical particulier sur la dernière période, à savoir après 1996, date de l'interdiction de l'utilisation de l'amiante en France. Ce suivi a minima n'a pas empêché plusieurs dizaines d'anciens salariés de développer la maladie et plusieurs sont décédés du cancer de la plèvre.

Le danger n'est donc pas écarté pour les centaines d'anciens salariés de Chaffoteaux et leurs craintes sont réactivées chaque fois qu'ils doivent aller consulter leur pneumologue.

La loi limitant dans le temps le droit de faire reconnaître le préjudice d'anxiété, quelques

276 autres anciens salariés ont décidé, eux aussi, tant qu'ils en avaient encore le droit, de se faire entendre devant les Prud'hommes, comme les centaines d'autres qui avaient réussi à faire condamner le groupe Merloni auparavant.

Le 24 septembre, une nouvelle séance du conseil des prud'hommes s'est tenue dans un amphithéâtre de la faculté pour plus de 140 d'entre eux, les 130 autres devant suivre le 1^{er} octobre – il n'y avait pas de salle assez grande à Saint-Brieuc pour accueillir le tribunal et les 276 anciens salariés ! Mais la séance a tourné court. Les salariés n'ont même pas eu à plaider leur cause car l'avocate des patrons a préféré leur proposer une transaction financière plutôt que de se voir une nouvelle fois condamnée.

Pour tous les anciens salariés

de Chaffoteaux, ce combat était important, en particulier pour ceux qui ont été licenciés en 2009, date à laquelle le groupe Merloni avait décidé de fermer définitivement l'usine de Ploufragan et de licencier l'ensemble du personnel de production.

L'indemnisation acquise ne règle pas tous les problèmes, notamment celui de la responsabilité des patrons dans le scandale de l'amiante qui est sans doute un des plus grands scandales sanitaires de ces dernières années.

Mais la condamnation d'un grand patron ne peut qu'encourager tous les autres travailleurs exposés à défendre leurs droits.

Correspondant LO



Le groupe Bosch condamné

Le groupe Robert Bosch vient d'être condamné par les Prud'hommes de Bobigny à la suite d'une plainte collective de 80 salariés ou ex-salariés qui travaillaient sur le site de Drancy.

Ce site, l'ancienne usine Bendix qui fabriquait des freins, a été déclaré il y a quelques années « site

amiante ». C'est donc pour « préjudice d'anxiété » que les travailleurs se sont mobilisés avec l'aide de la CFDT. Il y a en effet de quoi être inquiet quand on a travaillé sur un tel site et qu'on sait que, dans les années qui viennent, on prévoit que 100 000 personnes devraient être victimes de l'amiante.

Ces travailleurs ont obtenu gain de cause et toucheront chacun 5 000 euros de dommages et intérêts. C'est moins que ce qu'ils demandaient et c'est peu au regard des moyens d'un groupe riche comme Bosch et des risques réels pour leur vie. Mais ce verdict est une reconnaissance de la

légitimité de leurs inquiétudes. De plus, il donne raison à ceux qui se mobilisent pour faire valoir leurs droits.

On attend maintenant la même décision pour 450 ex-salariés de Bosch, à Beauvais, qui ont déposé une plainte identique. Affaire à suivre.

Correspondant LO

• Monachem – Monaco

Les salariés contre les licenciements

Lundi 29 septembre, les salariés de Monachem manifestaient à Monaco. Cette entreprise, filiale du groupe pharmaceutique TEVA, vient d'annoncer la fermeture de son site monégasque pour la fin 2015. Les 27 employés restants sur le site se retrouveront sur le carreau.

Cette annonce n'est pas franchement une surprise, depuis qu'une autre filiale monégasque de TEVA, Theramex, a annoncé cet été sa prochaine fermeture. Les deux usines ont un destin lié, l'une fabriquant des principes actifs entrant dans la composition de médicaments produits par l'autre.

Le site de Monachem existe depuis 1975. Mais de rachats en plans de restructuration, les

effectifs ont fondu. Le dernier repreneur, TEVA, a mis moins de quatre ans pour finalement fermer les sites.

Pourtant le secteur pharmaceutique et TEVA en particulier se portent bien. C'est le numéro 1 mondial pour les médicaments génériques avec un chiffre d'affaires de 20 milliards d'euros et, qui a dégagé un bénéfice de 1 milliard en 2013. Cependant, cela ne doit pas

être assez pour les actionnaires, et en octobre 2013, TEVA décidait d'un plan mondial afin d'économiser 2 milliards. Le prétexte était le passage dans le domaine public de brevets de leurs médicaments phares comme le Spasfon ou le Vogalène. En pratique, il a été prévu la suppression de 5 000 postes, ainsi que la délocalisation de quelques lignes de production en Italie et au Mexique.

Les salariés se disent écœurés et sont surtout en colère. La manifestation du 29 septembre était bruyante et déterminée, regroupant des salariés de Monachem et de Theramex. Le défilé de blouses



blanches jouant aux percussions sur des bidons en plastique n'est pas un spectacle courant dans la Principauté. Les manifestants comptaient bien rappeler leur présence au prince Albert, son « Altesse Sérénissime », qui venait juste inaugurer des bureaux en plein cœur de la ville, là où passait la

manifestation.

Même s'ils savent qu'ils ne sont probablement pas assez nombreux pour empêcher les décisions d'un groupe comme TEVA, ils sont bien décidés à ne pas se laisser faire et en tout cas à obtenir le maximum d'indemnités.

Correspondant LO

• Moyen-Orient

La coalition contre l'«État islamique»

Une nouvelle guerre impérialiste !

Les dirigeants impérialistes, États-Unis en tête, ont engagé une nouvelle guerre au Moyen-Orient. Après le début des bombardements, le 8 août en Irak, puis le 22 septembre en Syrie, Obama est parvenu à rassembler près d'une cinquantaine d'États dans une coalition militaire contre l'avancée des bandes armées du prétendu « État islamique ».

Revenant sur ses promesses de retrait d'Irak et d'Afghanistan, Obama présente maintenant les USA comme « *le leader mondial dans la lutte pour affaiblir et finalement détruire le groupe terroriste connu sous le nom d'EI* ». Pour sceller les participants à cette nouvelle version de la croisade contre le « terrorisme », Washington a fait voter par le Conseil de sécurité une résolution les engageant à lutter contre l'encouragement et le financement du « djihad ». Car les dirigeants américains savent parfaitement que nombre d'États, en Orient comme en Occident, n'ont cessé de fournir armes et dollars à des milices combattant un ami de leur ennemi du moment, jusqu'à ce que celles-ci échappent à tout contrôle.

Derrière les dirigeants des États-Unis, de la France, et de treize autres États occidentaux, dont la Grande-Bretagne, se sont finalement regroupés ceux de six dictatures arabes : l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, aux dires du Pentagone, auraient bombardé des raffineries contrôlées par EI. Il s'y ajoute Bahrein, la Jordanie, le Qatar et le Koweït qui auraient ouvert leurs bases aux avions US ou auraient prévu de faciliter les opérations militaires américaines.

Non seulement les puissances impérialistes ont jeté les bases explosives des conflits qui ont dressé les uns contre les autres les peuples du Moyen-Orient, mais ils ont encouragé, formé les groupes armés dont ils espéraient se servir

dans leur jeu politique régional. Ils sont au premier chef responsables de l'éclatement de l'Irak et de sa désagrégation en territoires dominés par de multiples bandes armées rivales, dont certaines ont renforcé l'EI. Les grands brigands s'appuient sur de plus petits, comme l'Arabie saoudite et le Qatar, qui sont de notoriété publique parmi les pourvoyeurs financiers des groupes armés « djihadistes ».

L'objectif avancé est de lutter contre les méthodes barbares de l'EI. Mais il suffit de se rappeler la façon dont les droits des femmes, des ouvriers immigrés, des opposants sont bafoués par ces régimes, comment en Arabie saoudite on procède aux décapitations publiques au sabre, pour savoir que les « djihadistes » n'ont rien inventé.

Nouvellement ralliée à la croisade, la Turquie s'est jointe au concert des hypocrites, après la libération, le 20 septembre, des otages turcs détenus pendant trois mois à Mossoul par un groupe de l'EI. Selon le président islam-conservateur Recep Tayyip Erdogan, la Turquie ne peut « rester en dehors de la coalition » et ouvrira sans doute aux coalisés l'usage de sa base militaire d'Incirlik, en échange d'une aide à la prise en charge du million et demi de réfugiés syriens déjà établis dans le sud est du pays, et dont l'afflux continue.

Erdogan et son gouvernement affichent un ralliement qui couvre bien des calculs. Le

pouvoir turc a hébergé et fait transiter sur son sol nombre de candidats au « djihad » en route vers la Syrie, où ils pouvaient déstabiliser le régime de son rival Assad. Mais maintenant il se trouve face à un renforcement des positions des Kurdes d'Irak et de Syrie, les seuls à affronter militairement sur le terrain les « djihadistes » de l'EI. Son souci, au moins autant que de combattre l'EI comme les États-Unis le lui demandent, est d'empêcher le pouvoir kurde autonome de prendre trop de poids.

Voilà donc quelle coalition s'est constituée autour des États-Unis. Son objectif affiché est de combattre le pouvoir de l'EI en Irak et en Syrie, et sa barbarie. Mais ce pouvoir de l'EI est lui-même le produit – barbarie comprise – de la politique des grandes puissances et de leurs alliés locaux. Dans la nouvelle alliance constituée, aucun de ceux-ci n'abandonnera son double ou son triple jeu. L'Arabie saoudite, la Turquie, le Qatar poursuivent leurs propres objectifs contre le pouvoir d'Assad en Syrie, contre l'Iran et contre l'Irak, tandis que les États-Unis et leurs alliés occidentaux ne cherchent qu'à se servir d'eux pour tenter de rétablir un équilibre permettant au moins de garantir l'exploitation des ressources pétrolières. Si demain l'EI est vaincu, qui peut dire quel nouveau pouvoir émergera à sa place, encouragé et financé par quelles puissances, et avec quel degré de barbarie ?

Les peuples d'Irak, de Syrie et de tout le Moyen-Orient n'ont pas fini de payer les conséquences du chaos dans lequel les interventions des puissances impérialistes ont plongé la région.

Viviane LAFONT

• Grande-Bretagne

Cameron s'en va-t-en guerre

Le 26 septembre, le Parlement britannique a formellement voté la participation de la Grande-Bretagne à la coalition internationale formée par Obama contre les milices islamistes d'EIIL, appelé désormais simplement EI (État islamique). Pour l'instant, six bombardiers Tornado de la RAF basés à Chypre iront bombarder leurs forces au nord de l'Irak, les mêmes qui, depuis des semaines, y effectuaient déjà des vols de reconnaissance quotidiens.

À sept mois des élections où se jouera le sort du gouvernement Cameron, celui-ci n'avait pas voulu prendre le risque de se passer de l'assentiment du Parlement comme l'avait fait Blair en 2003. Mais le souvenir du fiasco du 29 août 2013, lorsque le Parlement avait refusé de donner son autorisation à une intervention britannique en Syrie, l'avait rendu prudent.

C'est ainsi que la convocation du Parlement en séance extraordinaire a été précédée par une campagne sur les exécutions d'otages auxquelles s'est livré l'EI, dont celle de David Haines, un Anglais qui travaillait pour une ONG en Irak. Et pour accréditer la ligne officielle selon laquelle EI constitue une « menace immédiate » pour la Grande-Bretagne, la presse a donné la vedette à celui qu'elle a surnommé « Jihadi John », un milicien s'exprimant avec un fort accent londonien sur l'une des vidéos diffusées par EI.

Pour faire bonne mesure, Cameron a également invoqué l'appel à l'aide militaire internationale lancé par le nouveau Premier ministre irakien, Haider al-Abadi. Mais il s'est bien gardé de rappeler comment Abadi était revenu en Irak en 2003 dans les fourgons de l'armée britannique. Il avait auparavant animé l'une des factions du parti religieux chiite al-Dawa, à Londres, pendant deux décennies, avec la bénédiction des services secrets anglais.

Cette fois-ci, Cameron a recherché un consensus avant le vote du Parlement, en négociant les termes de sa motion avec l'opposition travailliste. Du coup, oubliant son opposition à la guerre en Irak du temps de Tony Blair, le leader travailliste Ed Miliband s'est rallié à la motion gouvernementale.

Sans doute cette motion est-elle restrictive, dans la mesure où elle exclut toute participation anglaise aux opérations américaines en Syrie sans une autorisation du Parlement, ainsi que l'envoi de « forces combattantes » sur le terrain en Irak. Néanmoins, elle n'exclut pas l'envoi de forces spéciales à des fins de « renseignements ou d'entraînement » – ce qui, comme l'a remarqué un ancien chef d'état-major de l'armée britannique, ouvre la porte à bien des interprétations.

Au final, 524 députés ont voté la motion gouvernementale, 43 ont voté contre – dont 24 travaillistes et six conservateurs – et 69 se sont abstenus. Ce n'est pas vraiment l'unanimité que souhaitait Cameron, mais c'est une majorité suffisante pour légitimer sa nouvelle « guerre contre la terreur ».

Onze ans après l'invasion de 2003, voici donc l'armée britannique repartie dans une nouvelle guerre en Irak. Et pour limité que paraisse son engagement – échéances électorales obligent – les leaders politiques cherchent déjà à habituer l'opinion à l'idée qu'il risque de durer des années et de nécessiter bien d'autres moyens pour aboutir à ses objectifs.

Pour l'instant, les protestations contre cette nouvelle intervention au Moyen-Orient ont été très limitées. Il n'y a là rien de comparable aux centaines de milliers de manifestants qui étaient descendus dans les rues à la veille de l'invasion de 2003, mais cela peut changer. En tout cas les travailleurs n'ont à soutenir sous aucun prétexte ce qui est le début d'une nouvelle aventure militaire de l'impérialisme britannique.

François ROULEAU

• Au sommaire de

LUTTE DE CLASSE n° 162 (septembre-octobre 2014)

- Opposer à la gauche gouvernementale discréditée la politique de classe des travailleurs.
- Les 35 heures : le cadeau du Parti socialiste au patronat
- Union européenne :
La montagne de promesses de réglementations et la souris de l'Union bancaire
- Moyen-Orient : les Kurdes dans la stratégie des dirigeants occidentaux
- Côte d'Ivoire : leurs perspectives et la nôtre
- Haïti – Martelly-Aristide : quand deux corrompus de notoriété publique se livrent une bataille judiciaire au nom de la lutte contre la corruption
- États-Unis : Les élections : la démocratie pour la bourgeoisie

Prix : 2 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,66 euro

